

XI — L'ORGANISATION DE LA GRÈVE : MOUVEMENT SYNDICAL ET MOUVEMENT DE BASE

● L'organisation officielle de la grève.

On ne répètera jamais assez que, contrairement à une opinion courante (et qu'on trouvera développée tout au long de la grève), le premier rempart contre l'action ouvrière dans les pays industrialisés, « modernes » ce n'est pas la police ou l'armée, c'est le syndicat. Lors de la fermeture de Cortonwod, l'action spontanée, que le NUM n'a pu prévenir soit par des discussions avec la direction, soit par des mots d'ordre à la base (c'est son rôle de syndicat dans le système) va le placer d'emblée en contradiction avec ses propres règles. Cela va avoir deux conséquences : le premier barrage devant l'action ouvrière était tombé et c'était la police qui devait monter en première ligne (c'est le sens de ce que nous avons cité d'un des premiers piquets sur le changement soudain dans l'action de la police). L'autre conséquence c'était que, non seulement le NUM devait suivre le mouvement, devait essayer de l'organiser (pour le contrôler) sur un terrain qu'il n'avait pas choisi, en attendant que l'action de la police — et ses propres coups bas — réduisent la combativité des mineurs au point où ils seraient en état « d'écouter leurs dirigeants ».

Bien sûr, suivre le mouvement ne signifie pas rester passifs les bras croisés. Cela signifie répondre pour partie à ce que cherche la base, organiser, proposer des formes d'action, mener des pourparlers, tout ce que les travailleurs en grève attendent du syndicat souvent avec leurs illusions. On peut considérer les arrières pensées des dirigeants syndicaux sur la canalisation du mouvement vers ce qu'ils considèrent comme son terme normal (la reprise du travail) ou comme une reprise de contrôle pour amener la grève dans les ornières syndicales. Mais avant tout, ces « officiels » du syndicat, à tous niveaux, ne sont parvenus à leurs postes qu'autant que leurs conceptions et leur pratique se réfèrent à la fonction du syndicat et à sa défense en tant qu'organisation. La position charnière du syndicat l'oblige à

dissimuler ses intentions réelles sous peine d'être exclu immédiatement de l'action : il n'y a pas de choix pour le NUM que cette voie difficile dont il sortira terriblement ébranlé.

Tout bureaucrate syndical souhaite transformer l'organisation du syndicat en organisation de la grève ; une solution d'autant plus facile que la « closed shop » fait que le syndicat encadre et « tient » la totalité des travailleurs. Si la grève de 1972 avait vu, sous l'impulsion du courant de « gauche » opposé à la direction du NUM une opposition entre une organisation parallèle de base et celle du syndicat, celle de 1974 avait marqué une reprise en mains de l'appareil. Cette « reprise en mains » s'était accentuée par la conquête par la « gauche » de cet appareil. Cette « gauche » avait bien sûr exactement les mêmes conceptions bureaucratiques mais pour la réalisation de sa politique. Lorsque la « gauche » arrive à occuper les places éminentes dans l'appareil, dans les années 70, le dernier épisode étant l'accession de Scargill à la présidence du NUM, elle dissout, on l'a vu, les organismes parallèles de base qui n'ont été pour elle que des instruments temporaires au service d'une tactique. Pendant la grève, cette même « gauche », veillera à ce qu'aucun groupe du même genre ne puisse se constituer. C'est cette situation qui fera dire à une critique trotskyste de la grève (The Great Strike - Callinicos et Simons) que « la grève de 84-85 se distingue des grèves précédentes par le haut degré de contrôle exercé par les bureaucrates à plein temps des différentes régions ». C'est vrai et faux à la fois car l'organisation officielle elle-même variera considérablement d'un secteur à l'autre. Les situations locales vont aussi déterminer des relations très différentes entre le mouvement de base, la bureaucratie du NUM et ce qu'elle met en place pour contrôler la grève.

Dans le Pays de Galles (Sud), cette organisation se fait autour des puits : un comité de grève d'officiels et de volontaires couvre plusieurs puits. Un membre du comité de Tower Colliery dira : l'exécutif régional à Pontyprid nous donne les objectifs et le reste est organisé par le comité de grève qui le retransmet à chaque section. Plus tard, quand les piquets se déplacèrent des Midlands vers des objectifs secondaires, l'exécutif régional rétablit une main de fer sur les comités locaux. Les dirigeants régionaux s'opposèrent systématiquement aux piquets de masse dans le

Pays de Galles, basant leur contrôle de la grève sur la fidélité au syndicat et sur la cohésion des communautés minières. Requis par la base à la fin de juillet de faire un effort plus grand vers les centrales thermiques, Kim Howell, le bureaucrate gallois NUM déjà cité répondra qu'il était « trop occupé par des affaires plus urgentes. » En Ecosse, là où les mineurs sont plus dispersés, les centres de grève furent établis sur une base géographique, souvent dans le « miners'welfare » sous le contrôle de 4 comités régionaux soumis au comité exécutif régional du NUM. La plupart des centres de grève furent élus au cours de meetings de masse et furent assez représentatifs de la base mais les comités régionaux restèrent entre les mains de l'appareil. Une séparation des tâches attribua aux centres de grève les tâches matérielles et aux autres la conduite de la grève. Dans le Yorkshire, il n'y a pas de comités de grève : l'organisation syndicale devient l'organisation de la grève. Au niveau de la section de puits, les délégués jouent un rôle essentiel. Au puits de Maltby, chaque soir, les responsables du NUM se rencontrent au Welfare pour organiser les piquets pour le jour suivant. Vers 7 heures, un des responsables arrive avec une enveloppe. Elle contient les instructions pour les piquets de Maltby. Les responsables sortent alors les cartes et dressent les itinéraires pour le matin suivant. De tels meetings se tiennent dans tout le Yorkshire. Les instructions viennent des quatre sous-comités du Yorkshire (Doncaster, Barnsley, Sud et Nord Yorkshire) qui eux ne font que transmettre les ordres venus du QG du NUM à Barnsley où siège un comité de coordination composé de responsables régionaux et des délégués de sections locales, une extension de la bureaucratie habituelle.

Cette hiérarchie et la base sont en conflit constant mais cela se traduit de façon fort différente selon les circonstances et selon les hommes : les tâches les plus pratiques et les plus quotidiennes tendent à échapper au contrôle ; par contre l'appareil montre une grande prudence quant à l'organisation des piquets. Le système des enveloppes est très pratique pour éviter les fuites mais aussi pour préserver le pouvoir des états majors : il sera efficace lorsque les dirigeants tenteront de reprendre le contrôle des piquets mais perdra pratiquement toute raison d'être lorsque les mineurs se replieront sur leurs puits. Ces dirigeants disposeront d'autres atouts puissants dans le contrôle des mineurs : l'argent et la menace de sanctions. Très tôt, les leaders du Yorkshire laissent

entendre qu'ils disposent de peu d'argent pour financer les piquets et que tout mineur allant ailleurs que sur ordre, non seulement ne serait pas payé mais ne serait pas soutenu et représenté s'il était arrêté. L'argent vient aussi de la solidarité : au début de la grève tous les dons affluent vers le syndicat mais rapidement en raison des difficultés du NUM, de la méfiance et de l'organisation des réseaux de soutien cette position dominante s'estompe : quelques mois après le début de la grève, le comité de grève d'Armiston avait reçu 1 403 livres dont 600 du syndicat pour de l'essence ; le reste venait de donations directes.

Il n'y a pratiquement que le Nottinghamshire qui échappera à cet encadrement parce que là, l'appareil du NUM est contre la grève. Un comité de grève pour la région se constituera le 10 avril à partir des comités de base. C'est un organisme de liaison entre ces comités dispersés et quelques peu désorientés ; il se divisera par la suite en deux comités distincts, pour le Nord et le Sud de la région. De même, dans le Lancashire, la même hostilité de la direction régionale NUM à la grève fait que le QG de la grève se transfère au puits le plus actif, Bold où se réunit régulièrement un comité de délégués de puits et de militants. Les piquets y viennent pour discuter de la grève et de l'organisation des piquets. Mais ce comité ne peut court-circuiter la hiérarchie syndicale. Il n'est autorisé, et encore par faveur, qu'à envoyer deux observateurs aux réunions de l'exécutif régional qui garde la haute main sur tout ce qui se fait dans la région et notamment sur les liaisons avec le NUM national.

Le contrôle sur les grandes orientations de la grève restera au niveau des régions. Cela explique les grandes divergences que l'on trouvera à ce niveau, par exemple entre le Notts qui restera en majorité hors de la grève, le Pays de Galles (Sud) qui manipulera la reprise du travail et le Kent qui restera quelques jours en grève après la reprise et essaiera en vain de l'enrayer en couvrant de piquets les puits du Yorkshire. Il n'y aura pas réellement de coordination nationale : l'exécutif national n'assumera pratiquement que sa propre protection et les négociations avec le NCB sur lesquelles il gardera la haute main ; la couverture de la grève tout comme la reprise seront de la décision des exécutifs régionaux. Cette coordination nationale fut en fait assurée par un consensus des dirigeants sur les pourparlers et la

politique de la grève, consensus résultant de contacts directs fréquents.

Dans les premiers jours du conflit, il est établi au QG du NUM à Sheffield un Centre National de contrôle ouvert 24 heures sur 24 qui reçoit des informations sur les mouvements du charbon, sur le mouvement des piquets décidé dans les régions, en principe sur tout ce qui concerne la grève. Une quarantaine de salariés de l'appareil font le tri et rediffusent ces informations aux régions, le plus souvent par lettre. Ce n'est pas une véritable coordination, rien de comparable au centralisme des décisions quant à la répression de la grève.

Dans la littérature gauchiste, on trouve de nombreuses critiques sur l'organisation de la grève et sur l'activité des piquets de masse. Dans *The Great Strike* déjà cité, le reproche est fait à Scargill de ne pas avoir « encouragé la formation de comités de grève non officiels » sous le contrôle de la base : « Si Scargill l'avait fait, avec son énorme prestige parmi les activistes, le cours de la grève aurait pu être différent ». Cette conception que tout doit venir des « bonnes directives » des dirigeants dissimule en réalité des considérations politiques ; on la retrouve au centre des débats sur le rôle des piquets. Pour le NUM comme pour les groupes politiques, les piquets n'ont pas du tout la même signification que pour les mineurs : pour les organisations c'est un moyen de rendre la grève plus efficace. Pour tous les leaders des groupes ou partis de « gauche », ce sont les objectifs politiques de chaque organisation qui déterminent les positions et pas du tout les impératifs de la lutte. Le vice-président du NUM d'Ecosse résume bien cette position : « Je ne suis pas opposé aux piquets de masse. Les piquets de masse sont une arme très importante dans notre arsenal. Ce que je veux discuter c'est que vous devez discuter soigneusement quand et comment les utiliser ». Peter Coarter, parlant au nom du Parti communiste, complète : « Il serait dangereux et sectaire de penser qu'un conflit important de ce caractère puisse être gagné par la lutte seule, même en face d'une opinion publique hostile... N'importe quelle projection de la grève en tant que grève politique visant à faire tomber le gouvernement n'aiderait en aucune façon les mineurs : c'est exactement l'inverse. »

La réponse à ce que fait cette organisation centralisée n'est pas

dans une même organisation centralisée qui serait efficace parce qu'elle répondrait à l'organisation du capital et de ses forces. Le NUM avait été contraint d'engager la lutte à ce moment et sur un terrain qu'il n'avait pas choisi : la seule question est de savoir si cette « mauvaise organisation » ne procédait pas d'une volonté délibérée de ne pas doter le mouvement de base d'un appareil trop efficace ou de l'incapacité de la bureaucratie de répondre aux besoins réels de la lutte, ou des deux à la fois. Un camarade qui participera aux piquets dans le Pays de Galles (sud) notera la résistance de la bureaucratie à l'organisation des piquets de masse et leur sabotage lorsqu'elle y aura été contrainte par la pression de la base.

Ce qu'attendent aussi les mineurs en lutte, c'est d'être protégés dans une certaine mesure contre la répression qu'ils encourent pour des risques dont ils ne sont pas toujours conscients dans le feu de l'action. Dans le livre « Policing the Miners' strike », Jeremy Mc Mullen souligne que « le NUM n'était pas du tout préparé pour les problèmes légaux qui surgiront de la grève de 1984... Pendant des semaines, le syndicat ne put décider d'une ligne de conduite dans sa réplique. » L'auteur vise manifestement l'énorme masse d'arrestations, de procès, d'exactions de toutes sortes, dans une répression multiforme. Là aussi le NUM laissait les mineurs, volontairement ou non, complètement à découvert devant ce qui s'abattait sur eux : le NUM, s'il ne pouvait pas ouvertement condamner la violence, laissait le mouvement autonome subir tout le feu de la répression de cette violence. Bien plus, lorsque les mineurs iront « trop loin », ils se verront refuser toute couverture financière et toute protection légale. Ce n'est pas aux problèmes légaux que le syndicat n'est pas préparé, c'est à l'illégalité, à l'affrontement brutal des forces sociales, à la lutte de classe ; son essence même est dans la légalité ; il est fait pour mener des pourparlers, pas pour la lutte. C'est cette lutte qui le pousse dans des voies pour lesquelles il n'est pas fait et d'où il tente constamment de sortir pour retrouver le terrain de la légalité. Cette volonté dans l'abandon des éléments les plus actifs de la grève à la répression, on la retrouvera dans l'ordre de reprise du travail sans garantie aucune pour les 766 mineurs licenciés par le NCB pour avoir fait l'objet de condamnations judiciaires au cours de la grève.

Nous avons vu que, pour ces mêmes raisons, le NUM resta impuissant devant l'application, non seulement des nouvelles lois sociales, mais aussi de ses propres règles intérieures : plusieurs NUM régionaux et le NUM national y perdront leur argent et leur réputation. De même, sa fonction normale de syndicat qu'il essaie d'assumer butera sur les écueils de sa propre base et des intérêts politiques de la classe dominante : toutes les tentatives de mettre fin à la grève par les canaux les plus divers, même lorsque les portes de sortie seront ouvertes se solderont par des échecs. L'impossibilité d'un compromis est communément attribuée à l'intransigeance de Scargill qui, effectivement, proclame à qui veut l'entendre que le mot compromis ne fait pas partie de son vocabulaire, et à la non moins bornée obstination de Mac Gregor ou de Thatcher. Tout se polarise sur des « têtes » parce que personne ne veut reconnaître les forces réelles de l'affrontement direct du mouvement de base et du capital.

Quant au soutien financier, les mineurs savent d'emblée qu'ils n'ont rien à attendre du NUM puisqu'il n'y a pas de fonds de grève ; là au moins, mis à part le paiement pour l'essence et pour la participation aux piquets, ils savent qu'ils doivent s'organiser et essayer d'obtenir d'autres soutiens, y compris de leur propre syndicat : rien ne leur est dû.

Ainsi, tout en acclamant frénétiquement « Arthur », tout en se battant apparemment « pour » le NUM, les mineurs vont se retrouver pratiquement nus devant le formidable appareil répressif destiné à abattre, à travers eux, leur combativité, leur volonté tenace de continuer et d'élargir la grève, ce qu'on peut appeler la tendance autonome de la lutte de classe. A cause de cela, on va voir cette tendance autonome se développer dans deux directions apparemment distinctes mais qui se rejoindront à mesure que la grève durera :

- d'une part ce que l'on peut appeler l'activité des piquets secondaires, ce qui englobe toute la lutte ouverte pour étendre et protéger la grève.
- d'autre part, l'organisation matérielle de la survie.

● L'activité des piquets secondaires

Parce que l'activité des piquets ne prend pas d'emblée des formes caractérisées, distinctes de l'organisation syndicale, de nombreuses critiques gauchistes vont déplorer « l'influence du syndicat dans la grève ». Un camarade du Pays de Galles (sud) répond excellemment à ces critiques : « Est-ce que le NUM contrôle les groupes de choc ? Est-ce qu'il contrôle les groupes de soutien et les comités d'approvisionnement ? Est-ce qu'il contrôle le sabotage ? Evidemment non. Le NUM contrôle les négociations, il contrôle l'argent des piquets ; il essaie de contrôler les collectes d'argent et de nourriture. Il menace de frapper d'amendes les mineurs qui jettent des briques sur la police... Les mineurs ignorent ces menaces. Est-ce que le NUM les contrôle ? Si la grève est simplement ne pas aller travailler, est-ce que le NUM la contrôle simplement au sens qu'il pourrait obtenir immédiatement un retour au travail ?

Le mouvement des piquets, entièrement spontané au début de la grève, est ensuite plus ou moins encadré par les directions régionales NUM qui essaient de leur imposer d'agir dans certaines limites quant aux lieux à piqueter et quant à la conduite à tenir. La question qui se pose alors est : qui contrôle réellement ? Ces comités de puits qui transmettent les instructions régionales et qui paieront les seuls « piquets autorisés » ou bien la base des mineurs qui une fois ces consignes données part vers ce qu'il juge bon de faire à ce moment, soumis à la seule discipline collective des noyaux qui ne se réfèrent qu'à eux-mêmes. C'est ici que l'autonomie de la lutte se développe. On a peu de détails sur cette articulation mais quelques témoignages permettent d'en savoir plus.

Dans un article du 14/4/84, le *Financial Times* écrit : « Les actifs de ces grandes luttes au niveau des puits, ce sont des jeunes hommes physiquement durs, dont les inhibitions sont largement dépassées par le sentiment communiqué par les leaders qu'ils combattent pour leur propre travail et pour toute la classe ouvrière, mais qui n'accordent leur soutien qu'aux seuls dirigeants qui suivent d'une manière continue les positions les plus radicales ». « Dave Logan et ses quatre copains sont tous de Barnsley et travaillaient au puits de South Kirkby. Ils ont suivi

l'ordre de grève et se sont mis en équipe pour le meilleur et pour le pire : le plus jeune a 26 ans et le plus vieux 51. Dans leur Ford Transit, ils ont parcouru tous les piquets de masse : celui qui apparaît comme le responsable du groupe Logan n'a pratiquement jamais assisté aux réunions du NUM avant la grève et n'est pas du tout motivé politiquement ». Ils décident ensemble de ce qu'ils font et où ils vont. Quand ils seront repliés sur la défense de « leur » puits, ils auront, en plus des piquets, le temps de collecter les fonds et la nourriture et de s'occuper de la cantine de la grève.

David Gareth travaille au puits Ackton Hall à Pontefract, mais vit à South Kirkby ; il a 24 ans ; comme il n'a pas de voiture, il décide de rejoindre les piquets de Frickley tout proche où il a des copains ; lui non plus n'a jamais assisté aux réunions du NUM. Le 15 mars, c'était le premier jour où il participait à un piquet ; lui, son frère et ses copains allèrent à Frickley pour partir en car piqueter le puits Gelding, dans le Nottinghamshire ; ils furent stoppés par la police avant de sortir du Yorkshire ; ils laissèrent le car au bord de la route et marchèrent vers Ollerton tout proche ; ils se trouvèrent pris dans des affrontements confus qui ne furent jamais éclaircis : David Gareth y trouva la mort. Ce ne sont que des exemples, mais de tels groupes se sont constitués partout dès le début de la grève : ils déterminent leurs rapports et leur activité dans le cadre de l'organisation formelle du NUM. Cela repose essentiellement sur la camaraderie et la solidarité tissées dans le travail et dans la lutte quotidienne. Le repli sur les puits à partir d'août renforcera ce courant.

Dans ces noyaux informels les décisions n'étaient jamais prises comme on peut le concevoir dans un appareil : tous se connaissaient et ils allaient à ce qu'il fallait faire avec les moyens dont ils disposaient, en trouvant d'autres éventuellement, modifiant leur but du moment, et les voies pour l'atteindre selon les circonstances ; un regard, quelques mots, la confiance et la compréhension mutuelle faisaient qu'on savait d'avance qu'on réagirait de même façon dans telle situation. Cela suffisait et était beaucoup plus fort et plus efficace que n'importe quoi d'autre. C'est pour cela que personne n'en a parlé. En septembre 1984, la police décrit « les piquets très bien organisés qui s'accroissent à un taux alarmant ». Plus tard, un de ces piquets est montré comme « un groupe de jeunes (qui) commence à se rassembler à l'entrée du

puits pour construire une barricade, comme une ultime ligne de défense pour arrêter un jaune. Les jeunes portent des passe-montagnes et des masques... Le travail commence dès qu'on a échangé les impressions sur les incidents de la nuit avec la police... On discute aussi de stratégie... Pour éviter les arrestations, on adopte une tactique de harcèlement. Personne ne fut effectivement arrêté... »

Cette pratique de l'action de base peut faire paraître assez vaine la discussion sur le nombre des mineurs « actifs » dans la grève, notamment ayant participé aux piquets. Il est certain qu'une bonne partie des mineurs ont plus attendu la fin de la grève par la négociation en restant à la maison, qu'essayé d'y participer directement et activement d'une manière ou d'une autre. On peut aussi répéter que la bureaucratie du NUM ne fit rien pour tenter une mobilisation de tous les mineurs. Un militant du Lancashire regrettera que seuls 100 mineurs soient restés actifs tout au long de la grève alors que près de 4000 d'entre eux feront grève jusqu'au bout. Lors de la reprise du travail, un chef de la police du sud-Yorkshire, qui pour la première fois voyait ensemble tous les mineurs regagnant les puits, avancera : « Si tous avaient participé aux piquets, nous n'aurions jamais été capables de les maintenir ». Mais la réalité, c'est que la « minorité militante », qui fut sans aucun doute plus importante que ces chiffres, ne peut exister que dans un environnement qui la soutient et l'impulse, même si cet environnement est « passif » pour des observateurs extérieurs ou pour des activistes politiques. Un exemple : dans un village du Fyfe (Ecosse), les enfants décident de « faire quelque chose » pour la grève ; après la classe, ils partent pour arrêter les camions transportant le coke vers Ravenscraid, qui traversent une des rues du bourd. Ils sont arrêtés par les flics. Mais alors, ce sont les vieux et les femmes qui s'en prennent aux camions, en tel nombre que le jour suivant, plusieurs conducteurs refusent de continuer à travailler dans ces conditions. Ailleurs, certains essaieront de transformer ce soutien passif à la grève. Le bulletin « Wildcat » donne, en janvier 85, le récit d'un mineur qui essaie en vain, à son niveau, de sortir la grève de l'enlisement : « Dans notre puits, j'ai contacté quelques-uns de ceux qui avaient été arrêtés et assignés à résidence. A quatre, nous avons commencé à faire du porte à porte pour avoir un soutien plus large. Nous avons passé une résolution à la section NUM du puits, demandant une liste de

ceux qui ne pouvaient participer aux piquets à cause de condamnations, pour qu'ils puissent former des équipes de recrutement. Nous voulions aussi avoir une liste de ceux qui n'apparaissaient jamais dans les piquets de sorte qu'ils puissent être visités. Nous avons envoyé une lettre présentant une motion en ce sens. La semaine précédant la réunion du comité de puits, nous sommes allés à la « cuisine » en demandant à tous de venir à cette réunion : nous étions 150 au lieu des 35 habituels. Tout d'abord, le président déclara ne pas avoir reçu la lettre présentant la motion, mais devant les protestations, il dut la sortir. Ce fut une courte victoire car le comité fit rejeter la motion en se servant du règlement puisqu'elle n'était pas, et pour cause, inscrite à l'ordre du jour. » Tout en resta là au niveau de velléités échouant sur l'écueil bureaucratique.

La pratique des piquets au début de la grève avait donné d'emblée une certaine dimension à la lutte ; lors du repli sur les puits, d'autres pratiques des piquets et des petits groupes d'intervention directe lui avaient donné un autre caractère. Mais dans les deux cas, la dialectique action, répression, contrôle avaient finalement transformé l'activité autonome des mineurs. Elle ne devait plus seulement ruser avec l'appareil du NUM et être en quelque sorte son complément ; elle devait s'exprimer dans autre chose, dans les formes et les caractères de l'action elle-même ; elle devait surmonter l'impasse où cette dialectique l'avait amenée, en se donnant une autre pratique qui aurait brisé l'enveloppe qui l'enserrait et l'asphyxiait. A un moment où les mineurs auraient pu se souder et se dépasser dans la dynamique des piquets de masse, les piquets resteront pratiquement sous le contrôle de l'appareil. A un autre moment où les piquets auront eux-mêmes trouvé cette dynamique, ils resteront cloisonnés au niveau local et ne parviendront pas à dépasser ce niveau. Dans un cas comme dans l'autre, l'irruption de la violence sera, d'une certaine façon, la manifestation ambiguë de l'autonomie et du consensus, de l'exacerbation de ne pouvoir franchir les limites que l'on se pose à soi-même.

- **La violence : un substitut à d'autres formes de lutte plus radicales**

Le Sunday Telegraph du 24/6/84, parlant de la violence

développe l'idée que pour « la minorité... la violence, c'est du bon temps ». C'est vrai mais ce n'est qu'une partie des relations nouvelles que la grève fait surgir : la rupture avec la domination du travail et la libération des structures dominantes qui encadrent la vie quotidienne. Ce journal est tout autant dans le vrai lorsqu'il ajoute que « l'idéologie n'a rien à voir avec cela », mais on doit aussi l'appliquer à l'ensemble des relations nouvelles tissées par la grève.

Ce qu'un journal réactionnaire constate ainsi trouve de toutes autres explications — idéologiques cette fois — dans les analyses des groupes d'extrême gauche. L'un d'eux écrit : « La violence de la grève est, dans la majorité des cas, la plus évidente manifestation de la force de la grève », et un autre explique : « En novembre 1984, les carabines à air comprimé utilisées par les grévistes... n'étaient pas le signe d'une grève « ordinaire » : les émeutes dans les villages miniers sont un nouvel aspect de la lutte de classe. » Un commentaire français reprend la même idée en la développant : « Les prolétaires des mines ont imposé partout une violence qui a d'ores et déjà cassé le caractère ouvrier de la lutte dans lequel leurs ennemis et leurs faux amis s'étaient acharnés à vouloir les enfermer. »

La violence n'est pas une fin en soi et, en elle-même, n'est révélatrice de rien du tout. Elle n'est qu'un moyen d'atteindre un but et elle s'inscrit dans la dialectique action - répression. Elle peut être le fait d'une infime minorité à la poursuite d'un but idéologique et n'exprime alors que le choix final de gens acculés par leur isolement à la recherche du spectaculaire, pour eux-mêmes et comme expression politique. Elle peut être, à l'opposé, la démarche normale dans des circonstances précises pour atteindre un objectif immédiat de la lutte : c'est en ce sens que la remarque du *Daily Telegraph* — que l'idéologie n'a rien à voir avec elle — est juste. Il n'est jamais exclu pourtant que quelques noyaux politiques aient pu utiliser la voie violente et circonstancielle de la grève pour essayer de vérifier la théorie qu'on peut déclencher une explosion sociale par quelque étincelle volontariste dans le cycle action - répression.

La violence est un fait permanent de la société d'exploitation et ne peut être détachée de cette société. La grève en elle-même est

une violence, même si elle ne s'exprime pas en actions violentes. Ce n'est pas par hasard si on utilise le terme « lutte » pour désigner la grève. La force de la grève est exprimée non par cette violence mais par sa cohésion et sa détermination : une grève peut être très forte — sans violence apparente — parce que, dans le rapport de force travail - capital de ce moment, le capital préfère ne pas risquer un conflit beaucoup plus grave en opposant une violence ouverte à cette violence latente. Aux USA, il est habituel dans les grèves, notamment les grèves de mineurs, d'être armée des deux côtés — et d'utiliser les armes : ce n'est pas un signe particulier de la force de la grève, ni d'une modification dans le rapport de forces. Dans la grève des mineurs anglais, la violence a surgi d'abord de la faiblesse d'origine de la lutte et de la détermination du pouvoir de briser la cohésion et la détermination des mineurs ; pour atteindre leurs buts immédiats : étendre la grève, empêcher toute reprise, etc. les mineurs n'ont eu alors d'autre voie que de développer leur propre violence défensive et offensive. Ainsi, contrairement au commentaire du groupe français, ce n'est pas la violence qui a cassé le caractère ouvrier de la lutte, c'est ce même caractère prolétarien autonome de la lutte qui a fait que la violence latente de toute lutte de classe s'est immédiatement traduite en actes dans cette lutte spécifique.

Il y a une autre confusion dans les commentaires cités plus haut, c'est le caractère absolu donné à des caractéristiques relatives de la lutte, notamment à propos de cette violence. Le degré de violence dépend du niveau du rapport de forces des classes. Dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, la répression doit de plus en plus utiliser des méthodes directes de répression parce que les remparts idéologiques sont tombés. Le niveau de la violence dans les grèves se rattache au niveau de la violence dans la société à ce moment. La violence de la grève des mineurs n'est pas révélatrice de quelque chose de nouveau dans la société anglaise d'aujourd'hui : il est normal que le niveau de violence révélé depuis des années dans cette société, dans une foule d'événements, y compris dans les luttes isolées dans les entreprises ou dans des luttes plus importantes à l'extérieur des entreprises comme les émeutes de l'été 81, apparaisse aussi dans un conflit social d'envergure comme le fut la grève des mineurs. Il est possible aussi que tout un ensemble de faits survenus au cours de la grève des mineurs : attaques de commissariats, guet-apens.

utilisation d'armes, etc., bien qu'isolés, soient pourtant un signe de la montée d'un degré de cette violence, même s'ils sont le fait d'éléments isolés ou extérieurs à la mine. Ce qui est survenu, quelque six mois plus tard dans les émeutes de Tottenham à Londres, où les flics ont été délibérément attaqués avec des armes, montre effectivement qu'un niveau de lutte peut se retrouver dans des circonstances différentes. Loin d'être révélatrice, la violence de la grève des mineurs s'inscrit donc dans une continuité dont on peut voir les manifestations en relation avec le développement du mouvement autonome et des tentatives de le réprimer.

Plus que la violence elle-même, ce sont les orientations de lutte surgies à certains moments de la grève qui pouvaient esquisser une véritable stratégie offensive. Ces orientations s'exprimèrent dans des actions de guérilla, dans des sabotages ou dans des tentatives d'occupation des puits ou d'autres sites. L'importance de ces actions dépendait de leur dimension : bien qu'elles aient été révélatrices du courant d'autonomie, elles ne prirent pas une dimension suffisante pour modifier profondément le cours de la grève. Parmi ces trois formes d'action, l'occupation des puits aurait pu, dans la période de repli de la grève, constituer une réplique à ceux qui voulaient reprendre le travail ; elle aurait aussi été une rupture avec les modes traditionnels d'action. Quelques tentatives surgirent, mais ce ne fut pas suivi. On peut se demander pourquoi ce fut sans lendemain, pourquoi cela resta des cas isolés. La répression policière ou syndicale ne donne pas la réponse : si le mouvement d'occupation avait gagné en ampleur, la répression aurait été beaucoup plus difficile et toute la lutte aurait été transformée. On pourrait chercher des tas de raisons ; dans les actions concernant la grève elle-même, en termes de lutte de classe traditionnels, la radicalité de l'action s'est toujours arrêtée à un seuil que les mineurs ne purent franchir ; ce seuil doit être considéré dans le contexte de leur situation dans la grève et dans celui de l'action globale du prolétariat en Grande-Bretagne à ce moment.

- **L'organisation autonome de la survie.**

Le NUM n'ayant pas de fonds de grève, les mineurs n'avaient

tout au plus à espérer du NUM régional que le paiement des 1 ou 2 livres par jour s'ils participaient à un piquet « autorisé », plus une attribution d'essence. L'argent de la solidarité qui pouvait leur parvenir par les canaux syndicaux officiels fut rapidement tari parce qu'il devenait évident que tout cet argent n'allait pas aux mineurs mais à « l'organisation » : les menaces de plus en plus précises et réelles de saisis des fonds syndicaux pour soutien « illégal » de la grève devinrent effectives en septembre 1984. D'autres syndicats du TUC aidèrent alors financièrement le NUM, mais ils savaient clairement ce qu'ils faisaient : ce n'était pas pour les mineurs mais pour faire fonctionner la machine administrative ; le manteau de la solidarité « pour la grève » était en réalité une solidarité d'appareil « contre la grève ». Il n'avait jamais été question bien sûr de distribuer aux mineurs l'argent du syndicat pour les aider à tenir. Le principe de base que l'argent du syndicat, bien que venant des mineurs, des travailleurs, n'est pas fait pour payer les grévistes mais pour soutenir d'une manière discriminatoire la politique du syndicat, sera paradoxalement renforcé par l'action légale répressive. Il n'y aura qu'une seule exception, à Bold où la section syndicale du NUM distribuera ses fonds propres entre les mineurs du puits.

Ainsi, la pression de la base obligera le NUM à s'engager dans une « mauvaise politique » ; cela aura pour conséquence de l'empêcher d'utiliser ses fonds et de jouer « son » rôle organisateur ; cette situation, elle-même obligera la base à s'auto-organiser pour survivre. Le mouvement autonome s'en trouvera renforcé au même moment où le NUM se trouvera affaibli par rapport à la base : la grève pourra ainsi durer dans le temps et prendre ses formes spécifiques, sur le terrain bien prosaïque de la vie matérielle.

La répression financière du pouvoir politique poussait déjà à cette même auto-organisation. En décidant arbitrairement au début de la grève que chacun des 140.000 mineurs en grève était supposé recevoir 15 livres (180 F.) par semaine au titre de « secours » de grève par les canaux syndicaux, le gouvernement réduisait d'autant toute possibilité de dépendre des allocations d'Etat ; il faisait pencher, par son évidente mauvaise foi, la balance de la solidarité du côté des mineurs. En fait, sur 140.000 mineurs, 50.000 purent seulement toucher des allocations

réduites, ceux qui avaient une famille et dont la femme ne travaillait pas. Ainsi, un mineur marié avec deux enfants touchera en plus de son loyer, 11,95 livres (140 F.) par semaine auxquels s'ajouteront éventuellement les 2 ou 3 livres par jour pour participation aux piquets. Il y aura un refus quasi général de demander des aides au titre de l'assistance et le rejet de toute intervention des « travailleurs sociaux » : les mineurs, comme tout travailleur et encore plus comme tout travailleur en lutte, s'accommodaient mal de ces investigations humiliantes d'un paternalisme social.

Plus la grève durait, plus les problèmes devenaient essentiels, plus apparaissait urgente la nécessité de faire face collectivement et non plus individuellement aux questions matérielles : l'épuisement des réserves financières individuelles, la vente des quelques objets non nécessaires, la similitude des situations, tout concourait à recréer un tissu communautaire que la pression de la société « moderne » avait tendu à relâcher. Au départ, cela ne concernait guère les hommes engagés dans l'extension de la lutte et les déplacements hors des villages miniers ; cela concernait plus les femmes cantonnées dans le quotidien de leurs situations familiales et contraintes d'y faire face sur place.

Il ne suffit pas de dire comme John Mc Ilroy dans « Policing the Miners' Strike » : « La pression des lois sociales nécessite une redécouverte de la solidarité ; l'intervention de l'appareil judiciaire dans les affaires intérieures du syndicat nécessitera un approfondissement de la démocratie. » La constatation est juste, mais exprimée ainsi, elle laisse supposer que l'appareil syndical avait une pratique démocratique et que l'activité autonome en était le prolongement, l'approfondissement de la « démocratie syndicale », en prenant en quelque sorte le relais. En réalité, les comités de soutien se sont développés à partir des besoins des mineurs et de l'obligation de faire face à ces besoins en trouvant où ils pouvaient de l'argent et des vivres. Un mineur du Pays de Galles (sud) décrit la genèse de ce comité dans une petite vallée minière — Cwmbach —, 4000 habitants - 400 mineurs et 27 % de chômeurs. Roy était en quelque sorte l'antenne du NUM pour la distribution des maigres secours qui venaient des canaux officiels. Voici comment un membre du « Strike Relief Committee » décrit sa naissance : « Roy était tout seul à organiser cela et c'était trop.

Aussi, il a dit à Keith (un mineur): «Peux-tu me donner un coup de main?» Il ne se rendait pas compte où il mettait les pieds. Depuis, ça a fait boule de neige. Il y a 170 personnes inscrites sur nos livres et 150 passent chaque semaine. Le comité comporte 16 plus actifs, 8 femmes et 8 hommes. Les collectes se font un peu partout, jusqu'à Cardiff, soit directement, soit par un réseau de relations qui s'est étendu peu à peu suivant les rapports antérieurs de toute sorte et les rapports nouveaux.»

● Les femmes dans le quotidien de la grève

«La grève n'aurait pas duré trois mois sans le sacrifice des femmes et la participation de milliers de femmes dans les groupes de soutien». Ce n'est pas un hasard si toutes les déclarations de ce genre sont le fait de femmes. Leur rôle central dans la grève découlait tout aussi paradoxalement de leur rôle traditionnel dans lequel elles étaient enfermées dans le quotidien et dans lequel la grève les confinait encore plus. Mais précisément parce qu'elles devaient prendre en mains toute l'intendance puisque les hommes se consacraient à la lutte, elles en vinrent naturellement à penser qu'il n'y avait pas de raisons, puisque leur tâche devenait essentielle à la survie de la lutte, qu'elles n'aient pas plus à dire et à faire dans cette lutte : elles ne laissèrent à personne d'autre le soin de décider de ce qu'elles organisaient elles-mêmes ; elles voulurent participer directement à la lutte, dans certains cas dès le début de la grève ; la répression qui écartait les hommes les plus militants des piquets et les nombreux contacts tissés dans les réseaux de soutien accélérèrent le processus. Dans «Digging Deeper», Loretta Young souligne bien : «Les actions des femmes furent motivées par des besoins immédiats et très directs. La manière dont elles s'organisèrent vint de leur situation spécifique en tant que femme.»

«Si quelqu'un m'avait dit avant ça que je participerais à des piquets, que j'organiserais et parlerais dans des meetings, je ne l'aurais jamais cru.» Une femme de Main Colliery (Doncaster) décrit comment elle a été amenée à s'engager dans la lutte : «J'ai commencé parce que je pouvais pas encaisser la TV disant que les femmes ne soutenaient pas leurs hommes. Je ne décolérais pas d'une semaine si bien qu'à la fin, Brian (son mari) m'a mise en

contact avec les femmes d'autres mineurs du puits. A 10, nous avons discuté la moitié de la nuit et nous avons décidé d'aller à 5 piqueter à Thorsby dans le Nottinghamshire. Nous nous sommes appelées « Action Group » pour bien marquer que nous entendions agir... Je savais que nous faisons ce qu'il fallait faire... Après Thorsby, nous fîmes des tracts à la main distribués de porte à porte et quelques affiches ; 15 femmes vinrent à une réunion où nous avons décidé de faire une cuisine. Quelques-unes se chargèrent des collectes, d'autres de prendre la parole à des meetings de solidarité, d'autres de faire la cuisine, mais la majorité voulait continuer de participer aux piquets. Il fallait tout organiser, trouver des locaux, des équipements, de l'argent... »

A Blidworth, dans le Nottinghamshire, plus de 50% des mineurs sont en grève ; les femmes décident de participer aux piquets quotidiennement : « Nous avons l'habitude de bavarder ensemble dans le piquet, nous commençons à mieux nous connaître et c'était une grande joie ; ça commençait à être dur de tenir et nous avons commencé à parler d'organiser quelque chose pour que chacun puisse au moins manger à sa faim. Celles qui venaient régulièrement aux piquets commencèrent à se réunir ; six d'entre nous se sentaient très proches ; ...Nous eûmes une longue discussion si on devait faire des colis de vivres ou bien organiser une cuisine... On opta pour la cuisine qui paraissait être plus économique... Les denrées et l'argent commencèrent à arriver des gens qui nous côtoyaient et qui offraient leur aide... »

Dans la région d'Easington, près de Newcastle, il existe déjà un comité local de défense SEAM — Save Easington Area Miners — qui, d'emblée, se transforme en comité de soutien avec des sections dans chaque village minier : là encore, les femmes jouent un rôle essentiel dans cette transformation. A Easington, elles occupent le club local pour y installer la cuisine, ailleurs c'est la cantine du puits qui sera utilisée.

● Un tissu vivant de solidarité

A l'autre extrémité de la solidarité, une autre forme d'organisation va naître tout aussi simplement et spontanément, de sorte que ce réseau de liaison va devenir une sorte de tissu social dont

une extrémité est formée des organisations internes à la grève (comité de soutien ou cuisines) et l'autre extrémité d'organisations externes à la grève, les comités de soutien dispersés dans toute la Grande-Bretagne et même à l'étranger.

L'organisation interne va prendre des formes variables suivant la région, la concentration ou la dispersion des mines et de l'habitat minier. Là où cela est possible, tout se centre autour de la « cuisine », les « kitchens ». « Quand nous avons discuté, nous avons décidé que si chacun pouvait avoir un repas chaud par jour, il pourrait survivre : nous avons organisé une cuisine et une cafétaria. » Ailleurs ce sera la confection et la distribution des colis qui définira le centre. A vrai dire, ces cuisines et centres sont souvent le prolongement d'une organisation de la survie qui s'était déjà amorcée sous des formes diverses. La famille « large » a épuisé ses propres réserves. Puis il y a eu la mise en commun de certains biens, par exemple le repli de plusieurs familles sur un seul logement pour diminuer les charges. Ailleurs, ces cuisines surgiront tout au début de la grève. Dans cette réorganisation de la vie, il y aura des déshérités, qui seront les plus vulnérables à mesure que la grève durera : ceux qui habitent trop loin ou les grévistes minoritaires dans des régions comme le Nottinghamshire, parce qu'ils rencontreront indifférence et hostilité.

Le problème central, une fois décidé l'installation de la cuisine ou du centre, il fallait trouver des locaux, il fallait assurer un approvisionnement régulier. Dans « Digging Deeper », Doreen Massy et Hilary Wainwright décrivent bien comment cela se passe : « Avec les leaders du TUC à droite et à gauche, avec les structurés syndicales branlantes et leur manque de crédibilité, incapables de répondre aux besoins, et avec des leaders politiques embarrassés par toute l'affaire, en dépit de — peut-être à cause — de toute cette inertie pesante, il a jailli une façon totalement différente d'organiser le soutien, en vérité une extension du concept de soutien. La base, les gens de toute sorte, déjà politiquement actifs ou non ont juste fait ce qu'ils pensaient devoir faire. Souvent dans des lieux où on les attendait le moins, des réseaux de soutien s'organisèrent, collectant, mettant en place des systèmes élaborés permanents de collecte et de distribution. » Un journaliste du *Financial Times*, constatant que la grève n'aurait pas pu tenir sans l'énorme solidarité et que celle-ci « constituait la plus grande

mobilisation civile en Grande-Bretagne depuis la guerre ». C'était vrai, mais il omettait le fait le plus important, c'est qu'elle était entièrement spontanée et qu'elle ne devait rien aux organisations, partis ou syndicats.

Les comités de soutien — support committees — se développent dans tout le Royaume-Uni, à une énorme échelle sur des bases d'entreprise, géographiques ou de types variés de communautés. Pour comprendre leur rapide développement, on doit les voir comme la rencontre des initiatives des mineurs et de leurs familles et celles de l'ensemble de la population. Des centres miniers partent des collecteurs-propagandistes qui font flèche de tout bois pour trouver des contacts : relations individuelles, relations politiques, contacts au cours de collectes directes dans les lieux publics. Dans l'autre sens, on suit les mêmes filières. La plupart des « support committees » sont des créations du moment et les choix qui orientent vers un puits plutôt que vers un autre sont un peu le produit du hasard. Cela va de l'adoption d'un puits avec un flot régulier d'argent et de marchandises, essentiellement de la nourriture, à des opérations ponctuelles : prendre en charge des enfants de mineurs pour les vacances, etc. A Liverpool, cité déshéritée, 14 groupes locaux — y compris dans les quartiers encore plus pauvres de Kirkby et de Toxteth — enverront 1 million de livres (12 millions de francs) pendant toute la grève. Un comité de l'usine Ford de Halewood, près de Liverpool, adoptera le puits de Marshom ; un autre, de l'usine Kellog à Manchester, le puits de Pontefract ; Sheffield Central celui de Cortonwood ; la communauté asiatique de Southall (Londres), le puits de Betteshanger. Toutes les sections syndicales (chapelles) de Fleet Steet (journaux de Londres) imposeront une contribution régulière qui sera acheminée directement sur les puits adoptés selon les journaux en cause ; des ramifications partiront même de ces comités de Fleet Street vers les employés de la City, le groupe de soutien de Cambridge envoie 600 livres (75.000 F) par semaine vers Blidworth et Rainsworth, dans le Nord Hampshire, etc. Des groupes de femmes, d'homosexuels, d'autres groupes ethniques s'organiseront ainsi aux mêmes fins. Le Garston Miners' Support Group de Liverpool décrit ainsi son activité : « Chaque semaine au moins quelques membres du groupe font du porte à porte pour ramasser de la nourriture ou font la quête dans les pubs locaux. Des loteries, deux « jumble sales » (sortes de ventes de charité)

monstres sont organisés au cours de l'été. Le groupe convoie des voitures bourrées de denrées aux familles minières du nord du Pays de Galles et du Lancashire. Des liens directs sont établis avec les familles du puits de Bolsoven. » Des groupes de base dans les mines et des groupes de soutien part une foule de voyageurs qui s'en vont tenir des meetings quelquefois loin en Europe, essayant d'étendre le plus possible le réseau de soutien.

Ces liens vont être un des aspects les plus intéressants de la lutte renforçant les liens préexistants ou déjà tissés entre les communautés à chaque extrémité de la chaîne de solidarité. De nombreux témoignages montreront comment les potentiels contenus dans chaque être humain peuvent soudain s'épanouir dans des domaines les plus divers et avec une richesse insoupçonnée. Non seulement les familles de mineurs ont appris à se connaître, divisées qu'elles étaient par les conditions de la vie moderne : « Les gens se parlent beaucoup plus, ils se connaissent plus intimement de différentes manières et y gagnent un respect mutuel ». Les groupes de soutien extérieur connaissent le même phénomène. Mais, beaucoup plus important, est ce qu'apportent ces voyages dans les deux sens, des mineurs et de leur famille ou de ceux qui viennent dans les régions minières. Par delà la connaissance directe de milieux complètement inconnus jusqu'alors, c'est la découverte d'un mode de relations exprimant le sentiment qu'on appartient à une même classe; l'auteur de *Shifting Horizon*, Lynn Beaton, dira simplement de son accueil à Blidworth : « Une des choses qui m'a le plus étonnée à Blidworth, ce fut la manière dont la communauté en grève m'accepta sans poser de questions. »

● Les « cuisines » deviennent des centres de grève

« Le centre fut dès le début juste comme nous l'avions imaginé, pas seulement une place où nous pouvions trouver de la nourriture, mais une place où nous serions à part entière, une place qui appartiendrait à chacun, qui nous aiderait à rester unis, à nous connaître les uns les autres. C'était comme notre grande maison et nous devenions une grande famille. » Ce que décrit ainsi une femme de mineur de Blidworth pour le centre de grève, un des premiers à être ouvert, on le retrouve avec des variantes dans à peu près tout le pays, même dans les centres où l'on ne

faisait que confectionner les paquets : les cuisines ou centres de distribution se transformeront ainsi en centres réels d'organisation de la grève. Centres embryonnaires certes, mais dont on ne doit pas sous-estimer l'importance.

Il est difficile d'en donner le nombre parce que personne ne s'est réellement occupé de cet aspect capital de la grève. Tout au plus saura-t-on que 25 de ces centres existent en Ecosse. Un autre exemple parmi d'autres : Bentley, dans le Sud Yorkshire, près de Doncaster, jumelé avec Camden, un quartier de Londres, recevait assez de quoi nourrir 500 mineurs et leur famille chaque jour. C'est là que tout le monde se retrouve chaque jour et souvent deux fois par jour ; c'est là que les piquets se réunissent et discutent ; c'est là que des groupes informels se forment pour entreprendre telle ou telle action à laquelle ils ont pensé et qu'ils exécutent sans en rien dire à personne, que ce soit au cours du piquet ou ailleurs. Un gréviste dira : « Venir là apprend plus sur la grève que n'importe quel meeting syndical. C'est là qu'on sait ce qui se passe réellement. »

Lorsque s'amplifie l'attaque sur les communautés minières et que l'offensive gouvernement - NCB oblige les mineurs à revenir sur leurs puits, le rôle des cuisines s'amplifiera d'autant.

C'est là que s'articulent les solutions des problèmes personnels dus à la pression économique de la grève tout comme les réponses aux offensives du pouvoir. Une femme du comité de soutien de Pontefract explique : « Nous avons compris qu'un groupe de soutien signifie soutenir les mineurs dans tous les aspects de leur vie. La première chose à laquelle nous avons eu à faire face, ce furent les menaces de coupure de l'électricité, du gaz, etc. Le NUM ne faisait pas grand chose : il remettait aux familles menacées un modèle de lettre demandant aux administrations de ne pas couper. Le groupe de soutien annonça qu'il organiserait un piquet devant chaque maison menacée de coupure et les administrations firent machine arrière. » Les choses n'allaient pas toujours aussi facilement. A Fryston (Yorkshire), 200 femmes des familles menacées de coupure durent aller piqueter les bureaux de l'électricité et toutes les menaces furent suspendues. Comme les enfants ne pouvaient pas payer les bus de ramassage scolaire dans certains secteurs, des écoles parallèles furent organisées.

Les « kitchens » deviennent le contrepoids aux organisations du NUM, pas dirigées implicitement contre l'appareil syndical mais tendant dans les faits à s'y substituer et d'autant plus dangereusement que c'était presque insaisissable : les bureaucrates ne pouvaient être dans le dos de chaque gréviste pour intervenir chaque fois que celui-ci prenait une décision pratique, en apparence mineure mais qui, dans sa forme et dans son objet, n'était plus du tout le fonctionnement hiérarchisé d'un appareil. « Nous parlions de tout, des piquets, de ce qui arrivait. Ils (les chefs syndicaux) auraient dû transférer leur QG ici à la cuisine parce que tout le monde était là. » Le fossé qui sépare l'organisation officielle de la grève, une femme d'une « cuisine » le décrit lorsqu'elle parle simplement de cette organisation concrète de leur tâche : « Quand le groupe fut constitué, le syndicat nous offrit 50 livres (600 F). Les femmes décidèrent que c'était un prêt parce qu'elles voulaient se subvenir à elles-mêmes et ne rien devoir au NUM... Nous voulions garder notre propre contrôle. Nous prenions entre nous chaque décision. » Une autre femme d'un autre groupe surenchérit, bien consciente qu'avec l'organisation des cuisines, quelque chose a basculé : « Scargill peut se pavaner, mais s'il le peut, c'est parce que, sous son nom, l'imagination et l'initiative des femmes a changé la dimension de la rébellion... Pouvez-vous imaginer ce qui serait arrivé à la grève si les cuisines n'avaient pas existé... Ils dépendent de nous. »

● La démocratie de base

Dans la plupart des centres, les réunions succédaient aux réunions. Chacun de ces centres avait sa propre organisation à laquelle s'associaient tous les volontaires, mineurs ou non mineurs : à Blidworth, un comité s'est constitué formellement, chacun des participants prenant une fonction définie : « Chaque soir, nous avons des réunions... de comité d'action, de collecte, sur la grève, réunions aussi pour voir simplement ce qu'on pouvait faire. Il y avait tout autant des centaines de réunions informelles chez l'un ou chez l'autre ou au centre, juste pour discuter tout ce que nous avons abordé dans les autres réunions ou nous dire ce que nous pensions de ces réunions... Nous n'allions pas à ces réunions juste pour faire acte de présence ou notre petit exposé ; nous y apprenions beaucoup ; nous avançons sur un

terrain nouveau pas seulement pour nous-mêmes, mais pour le mouvement tout entier. » On ne peut mieux formuler l'essence de ce mouvement qui poussait toute une communauté à s'organiser elle-même, à transcender la vie quotidienne, à chercher à faire que la grève soit réellement sa grève. Ailleurs, comme à Cwmbach par exemple, dans le Pays de Galles, ce seront des assemblées hebdomadaires de tous les mineurs et de leur famille qui régleront toutes les questions pratiques de la grève. Une autre femme de Blidworth dira comment peu à peu les discussions impliquèrent tous les problèmes pouvant surgir de la lutte, jusqu'aux problèmes de relations personnelles. Les séparations commençaient à tomber : « Nous nous rencontrions chaque dimanche matin au centre ; chacun parlait des réunions auxquelles il avait participé et nous décidions de celles où nous devions aller. » Cela déborda inévitablement sur les problèmes que les hommes avaient l'habitude de régler seuls : « Les hommes tenaient une réunion ouverte chaque vendredi matin et habituellement tout le monde y participait. Il y avait toujours des rapports sur ce que le syndicat faisait, et un exposé sur la situation dans le Notts. » En sens inverse : « Quelques-uns des hommes vinrent aussi à nos réunions ; ils nous apprenaient des choses et quelquefois nous demandaient de faire des choses pour eux... Nous avons décidé que les hommes devaient aider plus au travail de la cuisine. Ce qui fut fait. »

● **Les limites de la démocratie de base et le conflit entre deux organisations**

Mais ce ne furent que des balbutiements dans la voie de l'organisation de l'action elle-même : « Les hommes étaient toujours très jaloux des décisions concernant les piquets et de leurs privilèges » dira la même femme de Blidworth. Même si dans le centre de grève on discutait interminablement « sur tout ce qui advenait dans la grève au niveau national », tout ce qui dépassait le niveau local reposait sur l'organisation du syndicat ; sauf sur le contenu des actions immédiates ou sur le plan de la solidarité, les discussions ne se traduisaient pas par des décisions opposées aux orientations fixées par les comités hiérarchisés de l'appareil du NUM. Pourtant, le heurt avec cet appareil se concrétisera en une poussière d'affrontements sur un tas de

détails pratiques de l'organisation et du fonctionnement des cuisines se transformant en comités de grève de fait.

Lorsque les femmes de Blidworth se rendront dans le Yorkshire pour prendre contact avec les piquets qu'elles avaient hébergé au début de la grève, elles seront grandement surprises de voir que l'idée qu'elles s'étaient faite de l'organisation de ce secteur clé de la grève ne correspond pas du tout à la réalité. Alors que la carence de l'appareil régional NUM opposé à la grève avait permis le développement autonome de leur centre de grève, elles ne trouveront, là où elles attendaient « quelque chose de grand et de puissant », que des initiatives de base très restreintes : « Ils avaient une cuisine mais aucune des femmes auxquelles nous avons parlé n'y avaient mis les pieds. Apparemment, quatre femmes y faisaient en permanence la cuisine et seulement pour nourrir les hommes : femmes et enfants n'y allaient jamais. » Il faut donc être très prudent dans la généralisation des témoignages sur le fonctionnement des centres et sur leur orientation en tant qu'organisations autonomes de survie et de lutte.

Le développement de ces groupes de base ne se faisait pas sans efforts considérables. Ces efforts, aussi bien les hommes que les femmes devaient les renouveler chaque jour, mais d'une manière bien différente. Ils devaient surmonter le poids des idéologies, des situations matérielles résultant des structures qui les encadraient. Pour les mineurs, la domination du syndicat, à laquelle ils ne pouvaient échapper totalement, venait de la structure syndicale elle-même, la closed shop, qui faisait que leur travail était directement lié à l'obéissance aux ordres du syndicat ; même si les mineurs agissaient au-delà de ces ordres, même si leur lutte les amenait hors du cadre des objectifs du début, ils ne pouvaient abstraire cette situation matérielle qui serait la leur lors de la reprise. Cela eut des conséquences dans le développement de l'autonomie tout au long de la grève : cette autonomie ne pouvait prendre que des formes indirectes, souterraines, clandestines ; elle trouvait ses limites dans un rapport dialectique entre ce que les mineurs pensaient qu'ils devaient faire (et commençaient à faire) et la repression (omniprésente). Cette situation faisait que l'action des mineurs, même quand elle prenait ces formes autonomes, paraissait être toujours incluse dans l'action du NUM, comme son prolongement. Ce ne sont que des détails qui

révéleront l'obstruction, l'opposition, rarement la condamnation de l'action de base par la bureaucratie. C'est rarement aussi que l'on verra les mineurs affronter directement les bureaucrates syndicaux. Il faut voir cette relation entre le mouvement de base et l'appareil syndical pour comprendre non seulement toute la grève, mais pourquoi l'ordre de reprise sera aussi largement suivi bien que donné à un moment où la grève paraît encore forte.

Là aussi, on trouvera une multiplicité de situations. Là où la bureaucratie régionale ou locale est hostile à la grève, cet affrontement prendra des formes ouvertes. Pas seulement dans le Notts. Dans le Lancashire, en mai, 30 mineurs vont occuper le siège régional du NUM de Bolton pour empêcher Sid Vincent, le président, de prendre une décision de retrait de la région de la grève. En janvier, un mineur de Agecroft, dans la même région, déclarera : « C'est la base qui mène les choses dans le Lancashire, pas les dirigeants du syndicat à Bolton. » C'est ce même Sid Vincent qui sera surpris au cours de l'été 84, alors que se déroulent les affrontements les plus durs, en vacances clandestines aux Baléares, montrant ainsi dans les faits que, dans cette région, la base en grève et l'appareil se meuvent dans des mondes séparés et hostiles. Par contre, dans le Durham, au cœur de la grève, le NUM crée des « comités tournants » qui se réunissent chaque jour dans les « welfare » ouverts à tous et qui s'occupent de l'organisation des piquets, de la distribution du charbon et des collectes ; chacun peut ajouter son nom à une liste affichée ou retirer un nom qui ne lui plaît pas ; ceux qui restent en tête s'occupent du comité tournant. Vers la fin de la grève, dans le Kent, toutes les réunions des comités de puits auront lieu publiquement.

Les femmes, parce qu'elles n'ont pas le même rapport avec le syndicat, l'affronteront plus directement. Cet affrontement ne se fera pas, comme on l'a soutenu, parce que le NUM est composé d'hommes, mais parce que ses dirigeants sont hostiles à toute intervention extérieure dans ce qu'ils jugent leur domaine réservé. Ils voudraient bien appliquer aux activités des femmes dans la grève la même condamnation qu'ils portent à l'intervention active des groupes extérieurs, politiques ou non. Mais ils ne le peuvent car, après tout, il s'agit des femmes de mineurs : ils tenteront, en vain, d'arriver à un contrôle sur les groupes de soutien et il en résultera un affrontement quasi quotidien à

propos de tout et de rien ; bien plus, ils verront surgir sur le devant de la lutte celles qu'ils prétendaient réduire au rôle d'auxiliaire, par la prétention des femmes de participer aux piquets et d'avoir quelque chose à faire et à dire dans la grève. Cependant, à la fin, ce seront encore les hommes qui auront le dernier mot parce que ce sont eux les mineurs qui subissent directement le poids des appareils et qui décideront seuls de la fin de la grève.

Le NUM était bien conscient de ce qui se développait ainsi en dehors de lui. En mai 1984, Scargill proclame que « chaque mineur et sa femme doivent rejoindre les piquets. » Mais il sait ce dont il parle car au même moment sa femme et d'autres femmes de bureaucrates du NUM viennent de fonder une organisation nationale parallèle au NUM : « Women against Pit Closures » (les femmes contre les fermetures de puits) qui vont tenter de jouer vis-à-vis de l'intervention directe des femmes dans la grève le rôle des « comités tournants » du Durham vis-à-vis des mineurs. La fonction de cette organisation est de canaliser et de chapeauter les initiatives de base. Elle n'agit pas pour que les femmes participent à la lutte à l'égal des hommes dans l'extension de la démocratie de base, mais en groupe de pression auxiliaire, cherchant en même temps à contrôler les collectes de fonds, la distribution des denrées ou la participation des femmes aux piquets. Une bonne partie de son activité est l'organisation de manifestations traditionnelles qui se termineront par une « pétition nationale à la Reine ». Tout autre était l'action propre des femmes, non coordonnée, non organisée par un appareil ; elle dépassait toute question de féminisme et même le rôle spécifique qu'elles pouvaient prendre dans la lutte : c'était une partie de l'élargissement de la lutte de classe à toute la population ouvrière.

La résistance obstinée que les femmes durent affronter pour bâtir les cuisines, pour participer aux piquets ne fut vaincue que par la conscience qu'elles avaient de cette nécessité d'élargir la lutte. Lors d'un meeting à Easington Welfare, Mick Mac Gahey, vice-président du NUM national, président du NUM d'Ecosse, membre du PC, se réfère aux « ménagères du comté qui comprennent les problèmes ». Il est aussitôt hué et une femme lui réplique : « Nous ne nous considérons pas nous-mêmes comme des ménagères ; nous sommes des soldats dans la lutte. » Pour la plupart, c'était pourtant une chose toute naturelle : « La plupart

d'entre nous commencèrent les piquets parce que la grande majorité de nos maris avaient été arrêtés et avaient à signer des papiers qu'ils ne remettraient pas les pieds dans le Nottinghamshire. Alors, nous l'avons fait pour eux. »

Les femmes participant aux piquets, c'est un terrain mouvant pour les bureaucrates. Un leader de Barnsley résumera la situation : « C'est assez dur comme ça d'organiser les hommes. » D'autant plus qu'elles passent facilement outre à cette opposition : « Quand ils ne voulaient pas nous y laisser aller, nous y allions toutes ensemble » dira une femme de mineur. A Silverwood, femmes et épouses de mineurs durent aller réellement se battre avec les officiels qui voulaient les empêcher de participer aux piquets ; non seulement ils les menaçaient de ne pas prendre en charge les amendes si elles étaient arrêtées, encore moins de les défendre, mais ils prétendaient assister à toutes leurs réunions et contrôler leurs livres de comptes : elle se retrouvèrent toutes à piqueter les bureaux du NUM pour avoir finalement gain de cause sans conditions.

Définissant leurs rapports avec le NUM, une femme déclarera : « C'est comme si on travaillait avec la Maffia. » Cela concernait essentiellement la question de l'argent collecté pour les cuisines. Non seulement les femmes participant aux piquets n'étaient pas payées, mais elles devaient refuser l'argent du syndicat auquel on attachait des conditions, et elles devaient lutter pied à pied contre toutes sortes de tentatives des bureaucrates, plus insidieuses les unes que les autres pour récupérer ce qui leur échappait ainsi. Ce ne fut pas toujours chose facile d'organiser les cuisines, les liaisons et les collectes. Une femme de Blidworth décrit l'accueil apparemment enthousiaste des responsables du NUM dans une réunion où elles proposaient l'organisation de la cuisine. Mais lorsqu'elles passèrent aux actes, les difficultés pratiques vinrent essentiellement du... NUM et du Labour. La cuisine s'installa d'abord dans une maison vide offerte par un jeune mineur, mais elles avaient des visées sur le club de jeunes géré par le NUM et le NCB. Le président du club, membre du NUM, mineur et conseiller municipal Labour, mit tant d'obstacles à leur projet qu'elles décidèrent d'aller l'occuper de force, ce qui amena l'intervention de la police appelé par ledit président, finalement son acceptation... à condition que les mineurs en grève soient exclus

de la cuisine qui ne devait servir qu'aux femmes et aux enfants. Ce fut le directeur du puits qui leur offrit un local du NCB, le Village Hall... Elles décidèrent d'y servir trois repas chauds par jour et d'en faire non une simple cuisine, mais un véritable centre de grève où tout le monde pouvait se rencontrer pour discuter de la grève.

Le Labour Party, dans la majorité des cas où il pouvait aider directement les groupes de soutien eut la même attitude. Nombre de conseils municipaux Labour refusèrent des locaux, des subsides, compliquant la tâche des femmes, pas par des oppositions directes mais par des manœuvres de toutes sortes, parfois pour le compte du NUM. Le plus bel exemple de cette attitude fut donné par les conseils régionaux de Durham et de Lancaster, tous deux Labour qui votèrent de larges sommes pour « soutenir » la grève des mineurs et décidèrent d'en confier la distribution à l'Armée du Salut, pour les « familles nécessiteuses ». Certaines régions du NUM essayèrent d'aller plus loin dans la « récupération » de l'argent qui leur échappait ainsi. A Glasgow, le comité exécutif d'Ecosse, dominé par le PC, voit d'un mauvais œil les collectes organisées par différents groupes gauchistes et prétend leur interdire de s'adresser directement aux puits de mine, faisant pression sur ceux-ci pour qu'ils reversent l'argent reçu directement au fonds régional contrôlé par le NUM. Cela réussit parfois : le comité régional NUM Ayrshire se fait verser par les mineurs de Kirkconnel plus de 1000 livres (12.000 F) collectés par les anars de Glasgow, sous la menace de leur retirer toute aide et soutien légal s'ils n'obtempèrent pas. A Cwmbach dans le Pays de Galles, NUM et Labour essaieront aussi par des voies détournées d'accaparer l'argent des collectes ; comme le comité de soutien avait publié une brochure de témoignages sur son activité pour accroître ses contacts et alimenter son fonds, les mineurs durent venir s'expliquer devant les officiels du syndicat et furent menacés de sanctions s'ils récidivaient. A Blidworth, une femme de mineur décrit comment, après six semaines de grève, le comité central de grèves, aux mains des bureaucrates du NUM, essaya de briser le jumelage direct des centres locaux de grève avec toute collectivité extérieure. Le prétexte était, comme ailleurs, que « tous les fonds devaient être centralisés pour être redistribués également entre les groupes locaux ». C'était aussi assorti de menaces : « Si vous continuez dans la voie du jumelage, le comité

de grève ne vous donnera plus rien du tout et fera tout pour vous dissoudre. » La réponse du centre de grève fut catégorique : « Si vous espérez que nous allons revenir en arrière, vous vous trompez car nous savons que nous réussissons très bien en continuant comme nous l'avons fait. Nous aidons d'autres centres à se constituer, nous aidons aux jumelages et nous continuerons. Nous avons établi des tas de contacts. Nous soutenons le jumelage parce que nous avons à connaître les gens qui collectent sur une base personnelle : ils se sentent plus impliqués et font plus d'efforts. » Derrière ces détails concrets et discussion sur l'efficacité de telle ou telle formule, c'est en réalité deux conceptions opposées de la lutte qui percent ; l'une laissant le contrôle aux appareils et calquée sur la gestion capitaliste de la société, l'autre où la base décide et agit d'après ce qu'elle pense de ses intérêts et qui est l'amorce d'un monde communiste.

A l'opposé de la chaîne de solidarité, la même méfiance des organisations traditionnelles conduisait au jumelage direct. Les membres d'une section NGA (un des syndicats de l'imprimerie - National Graphical Association) de la presse à Londres expliquera « qu'ils n'étaient pas préparés à donner de l'argent à quelque groupe central parce qu'ils voulaient savoir exactement où l'argent allait. » Les liens directs qui vont se développer dans ces jumelages puits - collectivités locales diverses s'inscrivent aussi dans cette méfiance des syndicats et partis, alors même que ce sont des sections de base d'organisations qui les impulsent. Ces liens allaient dans toutes les directions et là aussi on pourrait y trouver la préfiguration d'une organisation autonome balançant l'organisation officielle syndicat-parti. Des groupes de base de puits, ces liens vont s'orienter :

— *Vers les groupes de collecte hors des mines* : ils inaugureront le développement d'échanges très fraternels dans une sorte de creuset où les séparations érigées par le système tendront à être abolies, mais ils ne dépasseront guère le stade d'une solidarité financière pour atteindre celui d'une solidarité active réelle. Dans ces contacts, ils pourront ainsi mesurer des différences de classe, témoin cette visite des femmes du Blidworth à la ville universitaire de Cambridge.

— *Vers les autres mineurs d'autres régions* : c'était le sens à l'origine du déferlement des piquets vers le Nottinghamshire.

C'est aussi ce que pensent les mineurs de Blidworth lorsqu'ils vont visiter ceux du Yorkshire : « Le lien avec le Yorkshire était très important pour nous parce que c'était là que la grève avait commencé et qu'elle était le plus solide ; nous savions que cela développerait notre sentiment d'appartenir à quelque chose de grand et de très puissant. » Mais là aussi, s'ils sentent le besoin d'établir ces contacts pour renforcer la grève, ils ne pensent pas qu'au-delà il y a une voie pour monter d'un degré l'organisation de base qu'ils ont édiflée avec le centre de grève. Au contraire, leur déception de voir que dans cette partie du Yorkshire, cette organisation de base est pratiquement limitée à répondre à quelques questions matérielles leur fait mesurer, sans qu'ils le disent, qu'en dehors de contacts personnels épisodiques rien d'autre ne peut être construit.

— *Vers des groupes de mineurs identiques autour d'eux sur un plan local* : Blidworth, par exemple étant un des premiers centres de grève de la région, jouera une sorte de rôle de conseiller technique pour d'autres centres. On ne peut que constater ce que nous avons déjà révélé, que le fonctionnement de tous ces centres, malgré les contacts entre eux, malgré leur démocratie de base fortement affirmée, se fera sous l'enveloppe de la bureaucratie du NUM.

● La transformation des mentalités

Pourtant, beaucoup de pas en avant avaient été faits. La grève est toujours une rupture avec l'univers du travail. Dès qu'elle éclate, un autre type de pensée et de relations sociales s'établit : cette fois, il y avait même plus, tout le monde autour de la mine se trouvait impliqué et cette communauté soudée dans la transformation du quotidien s'élargissait en cercles concentriques à l'ensemble du pays.

« Sachant que nous allions faire un comité me semblait une chose importante et j'aimais l'idée de prendre part à cette lutte, que c'était mon combat autant que celui d'Allan (mari mineur de Blidworth)... D'une certaine façon, je suppose que je devais avoir compris que les choses de ma vie allaient changer, je me sentais comme lorsque j'avais commencé à travailler, de savoir que

j'entreprenais quelque chose d'essentiel, une chose responsable et quelque chose totalement différent de ma vie. » Ce qu'exprime cette femme de Blidworth résume bien les transformations que la grève apportait dans la communauté entière. Inévitablement, cette transformation tissera des relations différentes entre *hommes et femmes* : « *Nous venions de nous-mêmes ; réellement, les hommes commençaient à comprendre que, sans nous, ils ne seraient pas capables de continuer. Nous n'étions plus de simples soutiens de nos maris, nous étions devenues une partie vitale de la grève... Les choses commencèrent à changer entre hommes et femmes.* »

Les livres sur la grève sont remplis d'anecdotes sur les répercussions de cette « émancipation » des femmes. Chris Jones et Terry Nowak pensent les résumer dans *Digging Deeper* en écrivant : « Comme les femmes changeaient, les mineurs eux-mêmes étaient contraints de considérer leur attitude et leur conduite à l'égard des femmes. »

Mais là aussi, ce n'était qu'une petite partie d'un bouleversement total de la condition de prolétaire que tout conflit de cette envergure entraîne. Le fait que la lutte débordait le domaine restreint du travail pour atteindre la totalité de la vie, qu'elle balayait les relations tissées dans les structures d'encadrement du travail pour en briser le cadre formel et idéologique était la marque de l'ampleur et de l'importance de la grève. Non seulement « la lutte nous rend plus durs et plus déterminés », mais « hommes et femmes qui, en des temps normaux, quittaient rarement leur village devenaient rapidement des experts sur des questions qu'ils n'avaient jamais abordées de leur vie. Ils découvraient des alliés et des ennemis dans les places les plus invraisemblables. » Les familles de mineurs découvraient non seulement ce qu'étaient les media, la politique, le syndicat, mais aussi tout un éventail de problèmes sociaux qu'ils n'avaient pu soupçonner ou sur lesquels ils avaient des préjugés bien enracinés. Ils apprenaient à utiliser d'énormes sommes d'argent, à résoudre des problèmes d'orientation ; ils découvraient qu'ils pouvaient faire tout cela en commun, les femmes sans l'aide des hommes.

Les récits sur les contacts extérieurs à la mine fourmillent de surprises dans la découverte d'un monde totalement ignoré.

Comme le dira une femme de Blidworth : « Il est clair que même si ces gens paraissaient différents de nous de beaucoup de manières, ils étaient très près de nous et cela nous fit beaucoup réfléchir sur le point de juger les gens seulement d'après leur apparence. » Et finalement il y a un dépassement de la vie antérieure : « Au milieu d'août, nous nous étions établis dans la vie de la grève. Il devenait dur de se souvenir ce que la vie avait été avant. » Leur première surprise vient lorsque chacun constate qu'il peut faire des tâches qu'il se serait jugé totalement incapable de faire auparavant, pensant le monde en termes de « spécialistes » et s'apercevant, dans leur pratique, que cette division n'était que l'idéologie d'un autre monde qui, pour un temps, leur devenait totalement étranger. Cette conscience née de l'action allait beaucoup plus loin même que ce que déclarait à ce sujet une femme : « J'ai 52 ans et jamais je n'étais arrivée à savoir le 1/4 de ce que je sais maintenant sur ce que le Labour Party est capable de faire. » En février 1985, après une année de grève, Johnny Wood, 26 ans, mineur de 10 années, répondait agressivement à un journaliste qui l'interviewait sur le sens de sa lutte : « On est une cause perdue, un terroriste, un hooligan. Avant que ça commence, je ne faisais pas de politique. Même que je ne regardais jamais les nouvelles à la télé. Je n'ai jamais fait la guerre pour mon pays, mais j'en mène une maintenant... » Pour beaucoup « l'organisation et l'administration d'une nouvelle communauté avait commencé à remplacer l'image éculée du travail salarié... Si les hommes s'organisaient eux-mêmes, les choses iraient bien mieux... » Un autre mineur ajoutait : « Nous avons fait grève tout ce temps : nous devons exiger tout. » On peut mesurer ce que les mineurs durent abandonner en reprenant le travail. Ils voyaient ce qu'ils avaient perdu. Peu de temps après la fin de la grève, pris dans toutes les restructurations, c'est-à-dire dans un resserrement de ce monde du travail auquel ils avaient échappé pendant près d'un an, ils se refusaient à parler de leur lutte : c'était un monde qu'ils avaient entrevu comme un monde possible et auquel ils avaient dû renoncer brutalement. C'est alors que la phrase d'un mineur souvent citée pouvait prendre tout son sens : « Plus rien ne sera jamais comme avant. » Ce que les femmes de Blidworth pleuraient lorsqu'elles eurent appris la fin de la grève à la télé, c'était l'effondrement de ce monde nouveau construit au cours d'une année de lutte et le retour aux routines quotidiennes de l'exploitation du travail. Une page exaltante de leur vie était tournée. Ce

n'était pas seulement l'avenir des mines et du travail qui était plein d'incertitudes, c'était la totalité de leur vie qui redevenait ainsi. Ce qu'elles pleuraient, c'est ce qu'elles avaient vécu cette longue année d'une vie réelle et riche d'être humain et qui n'était plus. Quelque chose qu'elles ne retrouveraient peut-être jamais plus.

XII — POLITIQUE ET MANAGEMENT DU CAPITAL

● Un faux débat politique

Dans un article du *Sunday Times* du 11/11/84 intitulé « Les grèves : les principes perdus d'aujourd'hui », Barbara Castle critiquait vigoureusement la politique du gouvernement Thatcher dans la grève des mineurs. Barbara Castle, ex-ministre Labour, avait été la première (nous l'avons évoqué au début de ce texte) à tenter de poser, en 1968, les fondements d'une nouvelle législation tendant à museler le mouvement de base et aussi la première à échouer dans cette tentative. Les travaillistes avaient, dès 1945, envoyé la troupe contre les travailleurs ; ils en étaient venus, en 1968, à penser que d'autres méthodes de répression devaient prévaloir, en considération des transformations des techniques de production. Dans l'article en question, il n'y avait rien sur les objectifs de la politique du gouvernement conservateur, en l'occurrence l'adaptation de l'industrie minière aux techniques modernes de production et à la crise du capital ; depuis longtemps, la bourgeoisie anglaise avait trouvé dans les chefs travaillistes des ministres très compétents, entièrement dévoués au maintien du capitalisme et les objectifs économiques de 1984 auraient été les leurs s'ils avaient été au pouvoir à ce moment. Il n'y avait rien non plus sur le fond du débat dans lequel Barbara Castle se posait en experte pour donner des conseils : comment dominer le mouvement de base ? Ce qu'elle reprochait à Thatcher, c'était uniquement ses méthodes. Les travaillistes misaient sur la paix sociale et Barbara plaidait qu'en matière de relations sociales, il fallait se référer « à la négociation et pas aux tribunaux » (lesquels ne devaient jamais apparaître comme des instruments de la classe dominante), qu'il était absurde de soutenir la fiction d'un gouvernement se tenant à l'écart des conflits sociaux, que la politique de n'importe quel gouvernement était un facteur aussi déterminant que les décisions des patrons dans ces conflits et que dans ce sens « toutes les grèves étaient politiques ». « Il vaut mieux prévenir une grève que la gagner », lançait-elle finalement à Margaret Thatcher.

Ce que Barbara Castle écrivait-là était relativement juste, mais là aussi elle posait le problème dans de mauvais termes. La véritable question quant au choix des méthodes, c'était : pourquoi le capital devait-il maintenant tenter d'éradiquer la « maladie anglaise » par une bataille de classe frontale au lieu d'utiliser les armes de la négociation ? La politique définie par Barbara Castle avait été suivie depuis la fin de la seconde guerre mondiale d'abord par les travaillistes, puis par les conservateurs. Successivement, ces gouvernants avaient élaboré des solutions pratiques temporaires tendant à garantir la paix sociale et à restreindre quelque peu le pouvoir de décision des patrons dans l'entreprise. Une porte avait été ouverte en reconnaissant aux syndicats une place de plus en plus importante dans la gestion de l'économie capitaliste ; c'est cette possibilité nouvelle que la classe ouvrière avait utilisé pour conquérir de nouveaux droits. Parlant du capitalisme anglais, dans les Conseils ouvriers, Pannekoek définissait bien cette évolution dans laquelle les « concessions partielles finissent en s'accumulant par entraîner une réduction importante de sa puissance, la classe dominante ne pourrait éviter de tenter de regagner sa suprématie par une guerre de classe sérieuse et décisive. » Pour les mineurs, il ne faisait aucun doute qu'ils se trouvaient au cœur de cette bataille sérieuse et décisive et ils l'exprimaient clairement. Plus la grève avancera, plus les raisons économiques et particulières de la grève s'estomperont et plus les termes d'une bataille ouverte de classe émergeront ; il reviendra à David Owen, leader du SDP (parti social démocrate, scission du Labour Party), de faire la synthèse de l'ensemble, lorsqu'il déclarera : « Ils (les mineurs) doivent être battus au nom du bon sens économique » ; ce que le secrétaire du BACM, syndicat des cadres des mines développera : « L'utilisation du mot bénéfique est essentiel dans tout accord final entre les parties, sans cela c'est l'anarchie qui prévaudra et la direction aura perdu le droit de diriger. » La « guerre de classe sérieuse et décisive », c'était la reconquête par le capital du droit de « diriger ». La crise mondiale avait placé le capital en Grande-Bretagne dans une situation telle qu'il n'avait pas d'autre issue pour éviter de sombrer ; il n'y avait plus de place, en raison de l'existence du mouvement de base, autonome parce que non contrôlé par les syndicats, pour les solutions négociées préconisées par Barbara Castle ; elle aurait bien dû le savoir.

Un journaliste, John Lloyd exprimera ainsi les conséquences de la simple détermination des mineurs de poursuivre leur grève « jusqu'au bout » par tous moyens : « Il n'y avait pas d'autre issue que d'un coup avaler l'entière perspective de la grève des mineurs ou de la rejeter... C'était terriblement dur à supporter pour tous ceux qui, dans l'Eglise, le TUC, les intellectuels, le NCB, etc. essayaient de régler la lutte conformément à la loi que chaque conflit doit parvenir à un accord. Rien ne se conformait à leur modèle social ; ils étaient laminés, réduits en poussière... ». Plus personne ne pouvait rester dans le milieu du chemin : il fallait opter et pas du bout des lèvres. Les demi-positions vous rejetaient inévitablement dans le camp adverse par l'effet d'une logique implacable. Rien ne pouvait mieux exprimer l'anachronisme de ce qui avait été la façade démocratique de l'Etat et qui ne pouvait plus l'être maintenant que cette déclaration du Conseil National pour les Libertés Civiles (NCCL) : « La police a un devoir de protéger les libertés civiles de tous côtés dans un conflit social. Nous acceptons donc qu'il y ait un usage légitime des ressources de la police pour garantir que les mineurs qui travaillent puissent aller au travail mais pas à n'importe quel prix. » Presque toute la presse « libérale », presque tous les ouvrages de « gauche » sur la grève des mineurs n'arrêteront pas de pleurer sur les exactions de la police et du gouvernement.

Le monde bourgeois en Grande-Bretagne n'est plus ce qu'il était parce qu'il est menacé et que ses méthodes de domination doivent changer. L'essor des grèves sauvages et du mouvement autonome depuis 40 ans a peu à peu éliminé toutes possibilités de régler les conflits autrement que par l'affrontement direct. Les émeutes de 1981 ont été révélatrices d'un rapport de force et du niveau de la lutte de classe ; elles ont montré que le consensus qui permettait aux forces de négociation et de la persuasion d'agir avait disparu, que les lois ou les règlements étaient inopérants pour autant qu'une répression directe offensive n'œuvrait pas pour les faire respecter. Ces évidences existaient autrefois, mais elles étaient comme un potentiel dissimulé derrière un rideau d'institutions plus ou moins efficaces. Celles-ci étaient devenues totalement inopérantes. L'affrontement de classe direct développé d'abord dans les luttes d'entreprise s'est étendu ensuite dans des conséquences politiques en 1974 et 1979, puis à tout le corps social tout entier dans les affrontements plus généraux de 1981, de 1984 et de 1985.

● Les transformations dans la gestion du capital et du travail

Mais ceci n'est qu'un aspect de la transformation du rôle de l'Etat. A cause de la crise et des transformations du capital, l'Etat doit prendre de plus en plus en charge les intérêts directs du capital et assumer directement la contradiction travail-capital. Barbara Castle pouvait croire qu'il était encore possible de régler par la négociation les conflits sociaux. C'était apparemment ce que proclamait aussi le gouvernement ; mais en même temps, il en posait les termes de telle façon qu'il rendait impossible l'utilisation d'une telle voie. L'affirmation du droit infrangible pour les patrons de diriger, c'est-à-dire de se faire les exécutants inflexibles de la recherche du profit, ne laisse aucune marge de manœuvre aux organismes de médiation sociale hors l'acceptation pure et simple de la voie décidée par en haut. Cette irruption brutale des intérêts directs du capital ne se manifeste pas seulement dans le domaine de la politique et des relations de travail : elle touche le corps social tout entier. L'évolution du capitalisme et de ses structures au plan mondial se retrouve au plan de l'Etat et au plan de l'entreprise. C'est particulièrement visible pour le NCB. Le mouvement autonome devait être brisé dans sa manifestation présente qu'était la grève des mineurs, comme le déclarait David Owen — non pas seulement parce qu'il était un mouvement autonome incontrôlable et lourd de dangers potentiels, mais avant tout parce qu'il constituait un obstacle à la mutation du capital qui se poursuit partout dans le monde. Pour le NCB, la question des fermetures de puits n'était aussi qu'un aspect d'une restructuration totale qui touchait tous les secteurs de l'entreprise nationale, y compris les relations de travail.

La grève elle-même avait déjà révélé de profondes dissensions au sein de la direction du NCB et provoqué départs et mutations. La direction et le management « dur » avaient gagné et ils poussaient leurs avantages. Beaucoup parmi les dirigeants de régions se félicitaient ouvertement de l'autorité supplémentaire que leur donnait la fin de la grève. Nantis de pouvoirs plus grands par la politique de décentralisation du NCB, gonflés par le nouveau rapport de force à la fin de la grève, ils pouvaient adopter une attitude plus ferme et essayer de se débarrasser de tous les avantages que les coutumes et la lutte de classe avaient conservé ou acquis au cours des années. Dans le sud du Yorkshire, le manager

de Silverwood, Derek Law, n'en faisait pas mystère : « J'ai une liste de tous ceux qui se sont mal conduits pendant la grève. Je vais les voir individuellement et leur mettre le marché en mains. Nous avons affaire à un noyau de 30 à 40 militants réels et c'est le moment idéal pour faire le tri. » D'autres dressent la liste des « pratiques de travail » qui doivent cesser : faire cesser les équipes plus tôt, supprimer les primes diverses, plus de garantie de maintien du salaire en cas de mutation, réduire le nombre des permanents syndicaux, rémunérer strictement le temps passé à des réunions, sélection plus sévère des mineurs à l'abattage, etc. La liste des « reprises » est interminable. En d'autres termes, l'affrontement direct de classe que les mineurs avaient vécu durant la grève, ils le retrouvaient sur leur lieu de travail. Rien de fondamental n'était changé pour eux : tout comme le syndicat, par sa position, les avait laissés affronter seuls cette répression, ils se trouvaient tout aussi seuls devant cette tentative de pousser le rapport de force en faveur des dirigeants. De nombreux incidents, grèves, etc. qui surgiront après la grève et jusqu'à maintenant, montrent que pour les mineurs, la lutte n'a pas cessé avec la fin de la grève et qu'elle se pose en des termes nouveaux.

Ce qui se passait ainsi pour les mineurs n'était aussi qu'un aspect d'un changement d'orientation total dans la gestion du NCB. Ce changement rejoignait ce qu'on pouvait constater dans le mouvement du capital : l'élimination des techniciens des postes dirigeants pour les assujettir aux financiers, en d'autres termes rétablir la primauté du profit sur toute autre considération. Pour le NCB, cela avait une importance particulière. Mac Gregor trace les grandes lignes de ce que cela doit traduire : une décentralisation de l'autorité par l'initiative donnée aux régions avec des incitations financières spécialement pour les managers et les mineurs sur le front d'attaque, la réduction des effectifs centraux et toutes les fonctions administratives dévolues aux régions (certains y voient l'antichambre d'une privatisation, mais cela peut signifier tout autant une adaptation de la gestion aux nouvelles techniques), le recrutement des dirigeants parmi des non-techniciens de l'extérieur.

Cette orientation stricte vers le profit constituait effectivement une rupture avec le mode de gestion qui avait prévalu depuis la nationalisation en 1947. Dans l'entité capitaliste qu'était l'Etat

anglais, les pertes et les profits s'équilibraient et comme il était essentiel pour la défense de ce capital de maintenir la source principale de l'énergie nationale, l'accent était mis sur la production à tout prix : cela définissait un mode de gestion où les techniciens devenaient le rouage essentiel et un mode de relation avec le syndicat qui lui aussi épousait la primauté du technique sur le financier. Il était relativement facile de changer l'orientation d'une politique de gestion, relativement facile de changer l'équipe dirigeante, mais il était plus difficile de transformer les relations avec le syndicat modelées par l'orientation précédente, et encore moins d'imposer ces transformations à la base ouvrière. Evoquant les pourparlers au cours de la grève, le *Times* du 17/4/84 soulignait : « Derrière les différences sémantiques, il y a un gouffre béant de philosophie économique. La version du NCB voudrait fermer les puits non-économiques, tandis que la version du NUM donnerait effectivement un veto au syndicat. » Cette remarque n'était vraie que partiellement : il ne s'agissait pas du tout d'une différence de philosophie mais effectivement d'une question de pouvoir. Le syndicat NUM avait bien, depuis 1945, été associé à la gestion du NCB dont il avait accepté les orientations successives parce qu'elles ne contestaient pas cette fonction privilégiée : des centaines de puits avaient été fermés, des dizaines de milliers de mineurs avaient dû quitter la mine sans que personne du NUM s'en inquiétât réellement. Maintenant, la politique nouvelle que les intérêts présents du capital dictait au gouvernement et au NCB, c'était non seulement que le NUM voyait son pouvoir réduit dans l'application de la recherche stricte du profit, mais qu'il devenait un auxiliaire direct de cette politique en l'imposant aux mineurs. Le rapport d'ambiguïté qui lui permettait d'accomplir sa fonction dans la période antérieure devait faire place à un rapport beaucoup plus clair de liens directs avec le NCB, ce que l'on appelle la « modernisation » du syndicat. C'est cela qu'il était bien difficile de mettre en place.

- **Dans le capital moderne, le syndicat doit d'abord être l'instrument de la politique du capital à ce moment**

Le NUM, comme les autres syndicats, comme le TUC, devait se plier à cette nouvelle fonction sous peine de disparaître ; la grève des mineurs l'avait mené au bord de la destruction. Pour la

bureaucratie syndicale, le choix avait été vite fait et clairement exprimé à la fin de la grève. Mais le choix est une chose et mettre en pratique ce choix en est une autre. Lorsque *Le Monde* du 5/3/85 écrit que la défaite du NUM « sera vue comment un pas important pour relâcher l'emprise des syndicats sur le travail dans une économie libre de marché », il exprime exactement le contraire de ce qui se passe. Basnett, secrétaire général du GMBU, dit justement que « le mouvement des mineurs ne devait rien au NUM ». Il ajoute que « des conflits de ce genre continueront de se produire ». Parlant uniquement du mouvement des mineurs et pas du NUM, le *Guardian* du 15/11/84 dira tout aussi justement : « Le gouvernement ne peut être vaincu, pas seulement ce gouvernement, mais tout gouvernement. Les ministres sont catégoriques là dessus. Le sens de l'histoire et du mythe rendent impossible de combattre et de perdre contre les mineurs. » Derrière de verbiage il y a l'affirmation que le véritable enjeu pour le capital minier et le gouvernement était et restait : comment réaliser la restructuration dans les mines pour rétablir la profitabilité. Pour ce faire, ils ont toujours besoin du syndicat, mais pas du même syndicat qu'autrefois. Le syndicat n'a pas plus de choix que le capital : choisissant sa survie, le NUM choisit du même coup la formule moderniste ; elle ne signifie pas « relâcher l'emprise des syndicats sur le travail » comme l'écrit *Le Monde*, mais un renforcement de cette emprise sur le travail, c'est-à-dire sur les mineurs.

Mais là non plus, les choses ne sont pas simples. Le véritable enjeu pour le syndicat, c'est : comment fonctionner comme médiateur entre les ouvriers d'une part et le capital et le gouvernement d'autre part, si la politique capitaliste détruit l'espace d'un compromis. La réponse, Frank Chapple, du syndicat EETPU, le syndicat des électriciens, le plus « moderniste » des syndicats britanniques, la donnait sans ambages et sans concessions à une idéologie quelconque : « Nous ne soutenons pas la grève des mineurs. Elle n'aurait jamais dû avoir lieu et devrait se terminer rapidement. Il n'y a rien de répréhensible pour un syndicat d'adopter le point de vue du NCB. Presque tous les syndicats ont accepté des choses semblables... Nous avons dit à nos membres de travailler normalement. »

Il n'y avait peut-être pas de problèmes pour le syndicat EETPU mais il y en avait un pour le NUM : le mouvement était comme le

disait Basnett le fait des mineurs et le NUM était en sandwich entre les nouveaux impératifs du capital qu'il aurait sans doute volontiers suivi comme dans la période précédente s'il avait pu préserver en même temps ses liens avec cette base. Or, c'est cela qui était impossible. On peut penser que le syndicat est fait pour la défense des droits des travailleurs, ou bien pour contrôler les ouvriers. En réalité, les syndicats sont ce qu'ils subissent dans leurs relations avec les classes antagoniques. Ils essaient de toute leur énergie et de tous leurs moyens de jouer le rôle de médiateur qui est leur raison d'être mais ils ne peuvent le jouer. Les exigences du capital moderne les transforme en courroies de transmission et alors la lutte de classe tend à élargir le champ de l'autonomie ouvrière : ils n'ont alors pas d'autre choix que de devenir plus ouvertement des rouages du capital. Même pendant la grève, par-delà son langage, le NUM était, par le jeu des forces en présence, conduit inexorablement à jouer ce rôle.

Avant l'accession de la « gauche » à la direction nationale du NUM, la bureaucratie de « droite » avait dû modifier son attitude en raison de la transformation progressive du mouvement de base. Elle tentait de conserver un contrôle alors qu'elle était de plus en plus contestée par le mouvement de base. C'était là la signification profonde de la montée de la « gauche syndicale ». Le développement du mouvement de base était dû au mouvement du capital lui-même vers la concentration et la modernisation ; c'était ce même mouvement du capital qui nécessitait la transformation de la fonction du NUM et de ses relations tant avec la base qu'avec le NCB. Perte de pouvoir du côté de la base, prise de pouvoir de l'autre, en tout cas changements d'hommes ayant conquis des places dans un appareil de gestion maintenant obsolète. La résistance de l'appareil à cette mutation doublait la résistance de la base aux transformations du travail : l'appareil syndical, par de constantes propositions de grèves nationales, essayait de récupérer à son profit les grèves sauvages pour maintenir une plus sûre domination sur la base ; la base refusait systématiquement ces grèves nationales comme émanant d'un appareil dont la fonction réelle se laissait deviner depuis longtemps.

L'attitude ambiguë et médiatrice du NUM ne pouvait être maintenue pour autant que la politique du NCB ne rompait pas ouvertement avec les orientations passées. Mais c'était une posi-

tion de plus en plus fragile. Lorsque ces orientations nouvelles devinrent claires, les mineurs en refusèrent les conséquences brutales, d'autant qu'elles étaient la goutte d'eau dans un monde de frustrations accumulées au cours des années. Sous la pression de la base, l'exécutif du NUM dut de plus en plus faire des organismes paritaires, non plus des organismes de collaboration, mais des organismes d'affrontement pour, finalement, en 1983, refuser d'y participer. Il y retourna rapidement, fort d'un vote négatif à une proposition de grève nationale, le 10 mars 1983. Malgré les apparences, le NUM nouvelle formule ne menait pas un combat de classe : il tentait d'opposer une alternative politique qui pouvait préserver son rôle de médiateur à une autre alternative politique qui transformait le rôle du NUM dans un sens moderne. A vrai dire, il n'y avait pas de discontinuité entre ce que proposait Mc Gregor et ses prédécesseurs ; il disait clairement qu'il pensait que le NUM allait devenir une direction représentative « qui écouterait réellement les vues des membres de son syndicat et agirait conformément aux intérêts de tous ses membres » ; il ne faut pas se méprendre sur le sens de ces positions ; elles sont plus clairement définies par un ex-membre du Labour, Jack Peel, qui fut aussi conseiller en relations sociales auprès de la CEE : « Pour survivre, les syndicats doivent être des partenaires sociaux et des instruments de transformation sociale. » Les déclarations des présents leaders du NUM ne paraissent pas montrer qu'ils aient réellement compris le sens de ce qu'il est leur survenu dans la grève. Beaucoup professent encore, comme Jack Taylor, que « après tout, l'industrie charbonnière ne peut être gérée sans le NUM ». C'est peut-être vrai mais pas dans ces offres de service d'un autre responsable après la grève : « La position commune des officiels du NUM est que leur connaissance des hommes et des conventions les rend indispensables à un fonctionnement sans heurts de l'exploitation des puits... » Ils ne paraissent pas comprendre les avertissements de certains commentateurs de la grève. Dans « Digging Deeper », Bob Fryer précisait : « ...C'est la racine de la présente crise. Dans une période où les conditions sociales, économiques et politiques changent rapidement, quand les traits du travail, du capital et des statuts se transforment de façon décisive, les syndicats britanniques ont été incroyablement lents à modifier leurs propres structures. » Dans le même livre, Bill Schwartz va plus loin : parlant de l'espoir des syndicats de « rétablir le domaine propre de leur

activité. Cela requière la destruction du NUM pas en tant que tel mais en tant qu'expression d'un syndicalisme politique existant... C'est le NUM tel qu'il est présentement constitué qui doit être brisé pour parvenir à la formule plus ou moins chimérique d'un syndicalisme pur toujours serviteur fidèle des diktats impératifs du marché».

La création poussée par le gouvernement et le NCB d'un syndicat UDM, une sorte de NUM bis plus conforme aux nécessités présentes du capital, basé sur la résistance du Nottinghamshire à la grève, confirme bien que le NUM n'est pas encore prêt à assumer ce nouveau rôle ; mais, comme le disait Jack Peel, s'il veut survivre, il doit se transformer. Le drame, pour les dirigeants actuels attachés à un type de relation avec la base, c'est que le peu qui subsiste de cette relation sera inévitablement détruit par cette évolution. Dans l'offre de service anachronique du NUM au NCB relatée plus haut, les dirigeants du NUM étayaient leur position par l'existence de structures de base développées au cours de la grève et dont le maintien serait préjudiciable à une «saine exploitation et... au NUM» : «Aussi bien chez les ex-grévistes que chez ceux qui ont continué à travailler... une représentation informelle a souvent développé une nouvelle vague d'activistes... se comportant comme des responsables syndicaux non officiels». Paradoxalement, la politique de «contacts directs» adoptée par la direction du NCB pour briser la grève, de déferlement de propagande autour de la «démocratie dans la grève», la contestation de la bureaucratie du syndicat par des membres individuels dans des actions en justice, ont renforcé ce même courant. La répression qui était dirigée contre le combat de classe autonome des mineurs atteignait invariablement le syndicat, le séparant encore plus sûrement de sa base, lui faisant atteindre la position qu'il prétendait éluder. Il en était ainsi parce que les lignes directrices de la lutte de classe finissent toujours par surgir des situations les plus complexes et par des détours parfois imprévus ; les contradictions vécues du système sont amplifiées par l'affrontement de la lutte elle-même.

En avril 1982, les dirigeants du TUC se réunirent à Wembley pour décider de quelle attitude adopter devant les lois sociales de Thatcher. Il en sortit une déclaration de principes «Wembley principles». Scargill avait précisé lui-même la portée de ces

« principes » : « Nous devons décider que si un syndicat est attaqué en vertu de ces lois, chacun de nous décidera d'entrer en action pour défendre notre position, notre mouvement et notre classe. » La grève des mineurs avait montré qu'une telle position était insoutenable et totalement irréaliste.

A la fin de la grève, le *Sunday Times* du 10/3/85 pourra écrire : « La voie est maintenant ouverte pour Thatcher pour bâtir une nouvelle relation avec les leaders syndicaux modérés. Ils peuvent ouvrir un dialogue avec le gouvernement pour préparer la voie vers un âge moderne et efficace de relations sociales. Pendant six ans, elle a clamé le besoin d'un nouveau climat social... La dernière grève doctrinaire est, je l'espère, derrière nous. Une nouvelle prospérité doit surgir maintenant... » L'Histoire contient de ces apparents paradoxes. En rassemblant les mineurs derrière une idéologie porteuse d'illusions, en poursuivant le combat dépassé qui avait été celui de 72-74, en contribuant ainsi à la défaite à la fois de ces illusions et d'une stratégie, Scargill avait ouvert la voie à une « normalisation », à une modernisation de la fonction syndicale dans les mines d'abord, dans le pays ensuite. Il peut être tout autant, en raison de ses méthodes mêmes et ses conceptions bureaucratiques fondamentales, l'agent même dans le NUM pour « bâtir une nouvelle relation avec les leaders syndicaux pour... préparer la voie vers un âge moderne et efficace de relations sociales... »

C'est précisément ce qui se développe au-delà de la grève.

XIII — MOUVEMENT SYNDICAL ET MOUVEMENT AUTONOME

● Discours politique et réalités

La lutte des mineurs anglais est sûrement une des luttes les plus importantes de la classe ouvrière en Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale. On peut se demander pourquoi. Contrairement aux mouvements de la période 72-74 ou 78-79, elle est restée pratiquement isolée. Elle n'a pas provoqué de crise politique immédiate et n'a pas mis en avant de nouvelles formes de lutte. Pourtant, cet isolement fut lui-même très différent de l'isolement traditionnel des autres luttes. Effectivement, des traits spécifiques, affirmés dès le début, ont conduit à en détacher une partie des mineurs, à la séparer des travailleurs des autres branches d'industrie, à marginaliser leur propre syndicat et à des condamnations plus ou moins ouvertes des autres syndicats du TUC. Cette rupture avec le NUM et le TUC est apparue le plus souvent derrière le voile d'un soutien plus formel que réel : l'isolement semblait résulter objectivement des mentalités ouvrières, des méthodes de lutte, de la combativité ; NUM et TUC devaient prendre des positions qui, bien que divergentes, les conduisaient pratiquement à faire tout pour mettre fin à la lutte.

Dans le passé, les structures syndicales de base avaient souvent servi de relais aux grèves sauvages. La conquête de l'appareil du NUM par la gauche léniniste à la faveur de ces grèves sauvages avait accrédité l'idée que le mouvement de base pouvait être utilisé comme instrument politique de pression sur le pouvoir. L'échec de la grève c'est aussi l'échec de cette conception de la « gauche radicale » se posant comme avant-garde syndicale et politique. Il est facile d'expliquer que le « modèle » n'a pas fonctionné parce que les dirigeants du syndicat n'ont pas fait ce qu'il fallait, n'ont pas été assez radicaux. La répression judiciaire contre le NUM, la création d'un syndicat dissident plus conforme aux nécessités du capital, la désillusion des mineurs quant à « leur » syndicat et à « leurs » leaders, l'obligation de l'appareil du

NUM de se « soumettre » tant au gouvernement qu'au NCB et au TUC montrent pourtant à l'évidence qu'il n'y a plus de place pour un syndicat qui essaie, par n'importe quelle méthode, de tenter de jouer un autre rôle que celui que lui assigne les relations présentes de production. S'il fallait une démonstration qu'un syndicat ne peut ni jouer un rôle « révolutionnaire », ni exercer seulement une pression politique directe, la grève des mineurs anglais l'a fait avec clarté.

Le discours politique passait sous silence l'existence de ce mouvement autonome de base pour fustiger cette conception du syndicat organe d'un combat de classe. Cette critique ne s'embarassait pas de nuances, développant un schématisme bien loin des réalités sociales.

Au congrès du parti conservateur de Brighton à l'automne 1984, Norman Tebbit parlera de la grève comme « le dernier coup de pied d'un cheval moribond. » Il avait raison s'il parlait des syndicats anglais, les Trade Unions qui, en effet, ont toujours eu pour emblème un cheval. Déjà en 1968, un caricaturiste avait présenté un cheval à l'air triste et malade pour illustrer un article du *Sunday Times* titrant : « La vieille jument n'est plus ce qu'elle était ». Tebbit ajoutait que la mort du cheval signifiait « l'Angleterre s'envolant vers une ère de paix et de prospérité dans les années 1990 ». Un autre ministre, Peter Jenkins, était à la fois plus précis et plus lyrique : « Dans le désarroi et la désunion, les forces combinées de l'âge du fer, du charbon et de la vapeur n'ont aucun poids dans le futur. Combattre la guerre de classe de cette façon est combattre la dernière guerre. S'avançant dans la fureur de leur nostalgie, les restes dispersés de ce que fut la Triple Alliance présentent le spectacle fort triste des spasmes d'un mourant allant toujours de l'avant, complètement inconscient du fait que l'âge du socialisme, comme l'âge de la chevalerie, est passé... »

Sans s'en douter, un mineur qui déclarait à peu près au même moment : « Si Scargill nous trahit, on le tue », était du même avis au sujet du cheval mourant. Mais ce que le mineur ne pouvait pas voir, c'est qu'en disant cela, et en agissant pour que cette trahison n'ait pas lieu, il tuait le cheval encore plus sûrement : Scargill et le NUM prisonniers de la lutte de classe, c'était précisément l'image que voulait en donner les ministres, mais qui ne correspondait

nullement à la réalité. Car, si l'on suivait bien le raisonnement des ministres conservateurs, on ne voyait pas très clairement pourquoi il fallait un tel déploiement d'états majors et de forces syndicales et politiques, policières et judiciaires, un tel déferlement de propagandes, pour achever un cheval moribond. En fait de coup de pied, ce qui se produisait, c'était une formidable ruade d'un autre cheval, un cheval sauvage qui, lui, se portait fort bien et auquel on avait essayé depuis longtemps, sans y réussir, de passer le mors au dents. C'était pour ce cheval sauvage qu'on avait utilisé toutes ces forces répressives, et pas du tout, comme on essayait de le faire croire, pour le cheval moribond qui n'était plus guère d'utilité à ce moment.

Les dirigeants des syndicats n'étaient ni aussi arriérés, ni aussi inconscients que Jenkins voulait le faire croire. Dans un article paru dans *The Spectator*, Jimmy Reid, ex-membre du parti communiste anglais, leader syndical qui avait joué un rôle de liquidateur dans l'été 1971 aux chantiers navals de la Clyde en y organisant, comme contre-feu aux occupations, un « work in » (une autogestion dirigée par le syndicat), avait formulé des vues qui étaient aussi celles d'une partie de la gauche sur les transformations en cours ; il déclarait notamment : « Le mouvement syndical doit s'adapter à la nouvelle révolution technologique... A la fin de ce siècle, je veux espérer que la technologie moderne... en aura terminé avec la nécessité pour des êtres humains d'avoir à travailler comme des taupes dans les entrailles de la terre. D'envisager de voir des gens descendre dans les puits, dans l'avenir cela n'a rien à voir avec les luddites, c'est tout simplement réactionnaire. » Comme on le voit, il ne manquait même pas le couplet sur le bonheur à venir que promettait Tebbit.

Il est difficile de dire s'ils croyaient en tout ou en partie à ce qu'ils lançaient ainsi, mais ce qui est certain, c'est qu'ils enrobaient dans la même condamnation un combat que Thatcher caractérisait avec le mépris de son talent oratoire habituel comme « violence de la populace ». Un inspecteur de police traduira mieux à la fois la grande peur de la classe dominante et la nécessité de vaincre : « Si Scargill gagne comme ça, alors il n'y a pas de futur pour aucun d'entre nous dans ce pays. Nous pourrions alors dégager et laisser la place à toute cette pègre. » Bien sûr, il ne pouvait s'exprimer autrement puisque Scargill était, pour la simplifi-

cation des propagandes, présenté comme le héros et le portedrapeau des mineurs en grève ; mais il ne se trompait pas en voyant dans la violence de la grève et dans ses auteurs, les mineurs, la classe ouvrière, quelque chose qui pouvait le balayer. A sa façon, il rejoignait ce que nous avons cité de Leon Brittan, s'inquiétant sur « l'assaut à notre mode de vie tout entier. » Les dirigeants ont tous cette même conscience qu'ils jouent leur sort dans cette société. C'est cela qui va entraîner cette formidable mobilisation contre les mineurs pour empêcher que leur mouvement ne triomphe, pour empêcher surtout qu'il ne s'étende et ne débouche sur une crise du système sans précédent. Si les mineurs ne savent pas que leur grève menace tout l'édifice social du capital, la classe dominante et ses supporters, tous les privilégiés de cette société, eux, le savent.

● Une lutte isolée tournée vers l'extérieur

Jim Slater, secrétaire général du syndicat des marins NUS, déclarera, le 1/3/85, à la fin de la grève : « La grande question maintenant va être : qui a perdu la grève des mineurs ? Ce qui est hors de doute, c'est comment elle fut perdue : ce fut par manque de solidarité dans tout le pays. » Posé comme cela, ça peut paraître juste et rejoindre ce que nous avons dit sur l'isolement de la lutte. Mais il faut voir ce que signifie une telle parole dans la bouche d'un dirigeant syndical. La solidarité peut être vue :

— soit comme la *solidarité mécaniste des syndicats* : c'est à cette solidarité que se réfère Jim Slater ; effectivement, elle n'a pas eu lieu ; une forme de solidarité intersyndicale des appareils a joué, mais pour obliger les mineurs à reprendre le travail.

— soit la *solidarité de tous ceux qui luttent contre le capital*. Là aussi, les apparences disent que cette solidarité n'a été que sporadique dans certaines formes essentielles, mais beaucoup plus étendue sous d'autres formes plus superficielles.

La réflexion de Jim Slater ne touche pas un autre problème : si 150.000 travailleurs et leur famille, environ un demi-million de personnes ont pu mener une lutte pendant une année entière, non pas en restant chez eux mais en développant des formes d'organisation de lutte, de survie, de vie, qu'est-ce que cela signifie en termes de solidarité ? Qu'est-ce qui a fait la force de cette lutte, qui

lui a donné sa dynamique et ses possibilités de durer ? Quelle sorte d'organisation autonome de la lutte de classe en a surgi, une forme, non recensée parce que ne se référant pas aux formes théorisées du passé ?

Des flots de littérature entourent la grève des mineurs. La plus grande part, gauchiste ou libérale, pleure sur l'écrasement du NUM, le manque de solidarité, la « trahison » de la bureaucratie syndicale du TUC, l'action répressive du pouvoir, la « mauvaise » utilisation de la police et de la « justice ». Ce ne sont pas les syndicats ou les partis qui créent l'union et la solidarité entre les travailleurs. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui, à un moment donné, prennent conscience qu'ils peuvent lutter avec d'autres à ce moment pour la défense de leurs propres intérêts : c'est autant la similitude de ces intérêts que l'opportunité du moment qui fait l'unité de la lutte. Si à ce moment, les syndicats s'opposent aux travailleurs, ils œuvrent objectivement en faveur de l'auto-libération de ces travailleurs en les contraignant à créer les formes autonomes de leur action. Les formes que vont prendre l'union et la solidarité dépendent d'un ensemble de relations contradictoires dont l'une, pour les mineurs, est l'appartenance obligatoire au syndicat NUM par l'effet d'une *closed shop* ; il devient pratiquement impossible de créer des formes ouvertes d'organisation de lutte qui soient en opposition directe avec le syndicat. S'il n'y a pas de solidarité active des autres branches d'industrie, ce n'est pas parce que les syndicats de ces branches s'y opposent : c'est l'inverse ; c'est parce qu'il n'y a pas de solidarité active de base que les syndicats peuvent s'y opposer formellement et avec succès. Un délégué syndical d'une aciérie soulignera que « si la grève des mineurs est sur des intérêts sectoriels, alors, pour les ouvriers de l'acier, c'est normal d'être contre la fermeture des aciéries... Tant que la grève des mineurs est juste une action professionnelle, c'est inutile d'espérer que d'autres travailleurs fassent la grève des mois pour les soutenir. » Ce n'est pourtant pas parce que la grève des mineurs est juste une action professionnelle que la grève ne trouve pas d'écho parmi les autres travailleurs pour une solidarité active traditionnelle, c'est parce que cette action professionnelle n'a pas de correspondant à ce moment dans les autres industries. Un travailleur des centrales thermiques le souligne lorsqu'il déclare que ce pourquoi se battent les mineurs, cela fait des années qu'il le subit, ayant été déplacé déjà au moins cinq ou six

fois de centrale en centrale dans toute l'Angleterre. Ce qu'il dit là, un travailleur des aciéries, de l'automobile, des chantiers navals, de toute la métallurgie, etc. pourrait le dire aussi. On a écrit aussi que les mineurs n'ont pu trouver cette forme de solidarité parce qu'ils n'avaient pas été eux-mêmes capables de réaliser leur propre unité, les mineurs du Nottinghamshire étant restés, dans leur grande majorité, en dehors de la grève. Les faits sont exacts mais il ne sont pas la cause de ce défaut de solidarité : les mineurs étaient divisés pour les mêmes raisons qui les séparaient des travailleurs des autres branches d'industries.

Tous les commentaires s'évertuent à chercher ce qui a « manqué » à la grève des mineurs. Le problème n'est pas du tout là pour nous. Ce qui est important, ce n'est pas ce que la grève n'a pas développé, mais au contraire ce qu'elle a développé, quel que soit l'aboutissement de la grève. Et de chercher pourquoi ce qui a été développé l'a été — et comment — dans une telle situation. Le simple fait qu'elle ait pu durer une année dans un tel environnement répressif a modelé le contenu et les formes de l'action autonome, là où l'analyse traditionnelle ne les cherche pas. Ce qui nous paraît capital dans la lutte des mineurs, c'est que « l'isolement » — vu sous l'angle traditionnel — contraint les mineurs à se tourner résolument vers l'extérieur et à s'organiser en fonction de cette orientation, c'est que, en dépit de ce qui apparaissait comme une « grève sans issue », ils aient développé un tel mouvement « sans perspectives ni revendications », esquissant un nouveau mode de vie et de relations sociales. Il ne le voulaient pas consciemment comme tel, mais ils avaient à le construire comme une réponse aux nécessités de la lutte. C'est cela que nous devons chercher à comprendre en essayant de voir en quoi cela se relie à l'ensemble du mouvement ouvrier et aux formes originales de luttes qu'il a pu développer dans le passé, tout en essayant d'en voir les limites.

Lorsque nous disions que c'est leur isolement qui a conduit les mineurs à se tourner résolument vers l'extérieur, nous ne parlons pas seulement de l'élan qui a poussé les piquets hors de leurs puits et de villages miniers pour assurer l'efficacité de la grève. D'une certaine façon, c'est l'aspect traditionnel des grèves antérieures plus ou moins couvertes par le syndicat, bien que le syndicat ait été souvent dépassé par le contenu donné à cette forme d'action.

L'essentiel n'est pas que cette activité extérieure des piquets ait parfois réussi, le plus souvent échoué, c'est dans le fait que cette orientation se diffusait dans toute la démarche de la grève et sortait définitivement les mineurs de leur professionnalisme et de leurs particularismes. Même lorsque les mineurs devront replier leur lutte sur les puits et les villages miniers, cette orientation subsistera et les amènera encore plus à sortir de leur vie comme ils étaient sortis au départ de leurs particularismes.

Cela, les mineurs ne l'ont pas fait comme une recherche mais comme la réponse à leur isolement. La démarche impulsive du début, avec toutes ses conséquences objectives, ne visait qu'à l'extension de la lutte, mais elle s'est rapidement élargie, de par les nécessités mêmes de la lutte à tout ce qui leur paraissait adéquat, *compte tenu des données qui se modifiaient à mesure que la grève avançait dans le temps, mêlant étroitement tactiques de lutte et nécessités matérielles de survie.* En réalité, dans sa globalité, c'est la survie qui permettait de poursuivre la lutte et la perpétuation de la lutte qui obligeait à rencontrer les termes de la survie.

Si au début de la grève ce furent les mineurs qui allaient à l'extérieur et y trouvaient les contacts principalement avec d'autres mineurs, bientôt, c'est dans leurs propres chez eux qu'ils durent recevoir sans pour autant cesser d'aller ailleurs, mais en d'autres lieux que les puits du Nottinghamshire. Pour trouver cette solidarité financière, ils durent partir expliquer leur lutte partout en Grande-Bretagne et dans toute l'Europe de l'Ouest. Les circonstances voulurent que leur public, au début de cette démarche, fut plus souvent celui des masses gauchistes ou syndicalistes militants, que celui d'autres travailleurs ayant d'autres expériences. Il ne fait aucun doute que les mineurs trouvèrent un moral renouvelé auprès d'un public qui non seulement leur ouvrait les portes, mais était tout prêt à les applaudir. Cette situation s'est trouvée dépassée par un élargissement à toutes les couches prolétariennes et « méprisées » de la population. Pris dans un courant plus vaste, les intentions politiques militantes devaient se plier aux nécessités purement matérielles de cette solidarité, gommer leurs appartenances. La vindicte de la police et de la justice les rendaient frères et solidaires de toutes les victimes quotidiennes de cette vindicte et soudait une sorte de vaste front des opprimés ; ceux-ci n'avaient guère de ressources et

guère de pouvoir en terme économique ; les apports modestes pourtant grossissaient en un fleuve énorme de solidarité ; les épisodes de révolte individuelle ou collective se retrouvaient dans la violence de l'affrontement autour des mines ; tout cela rapprochait et tissait une solidarité sociale par-delà toutes les divisions antérieures. Il n'y avait plus les mineurs d'un côté, des groupes ethniques ou sociaux de l'autre, il y avait des prolétaires parqués autour de la mine et d'autres prolétaires, chômeurs, travailleurs, marginaux de la société, qu'un même ostracisme rapprochait de celui dont les mineurs étaient victimes. Tout à coup, tous se trouvaient comprendre que ce qu'ils avaient pu subir ou subissaient n'était qu'une facette de la même vindicte sociale, de la même domination de classe et qu'ils formaient une seule et même classe d'exploités.

Jusqu'alors, seules les circonstances particulières de leur misère sociale les séparait ; ils pouvaient se retrouver dans celle que subissaient les mineurs qui, eux, faisaient face ; non seulement leur misère leur apparaissait commune et cela les soudait, mais la lutte des mineurs leur apportait un espoir. Les mineurs eux-mêmes, pris dans leur situation de travail et des rapports d'exploitation, avaient ignoré tout cela en participant peu ou prou à l'idéologie dominante. Tout d'un coup, devant assumer leur propre existence comme des exilés sociaux, ils retrouvaient tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, vivaient une situation semblable.

Ils étaient toujours reçus pour parler de leur lutte ou bien l'on venait à eux pour leur apporter des subsides et des approvisionnements. Mais c'était aussi pour partager leur lutte que les liaisons s'établissaient. Une autre dimension naissait de la solidarité ouvrière et cette solidarité se transformait par son accomplissement. Il suffit de lire les témoignages de mineurs ou de leur famille pour voir avec quelle fierté et quel enthousiasme ils parlaient de cette solidarité, particulièrement internationale. Elle n'était pas semblable à celle qui serait venue d'un appareil mais c'était une réelle solidarité de classe pourtant construite de milliers de démarches individuelles. Quelque chose de nouveau qui subsisterait après la grève et qui leur paraissait comme le prolongement normal des nouvelles relations tissées entre eux-mêmes dans la lutte.

● De l'action illégale

Dans « Digging Deeper », Huw Beynon et Peter Mc Mylor écrivent que cette grève représente une rupture avec la normalité et une rupture avec un modèle social de compromis qui fut la pierre angulaire de la société britannique d'après guerre. C'est une réflexion juste mais dans un sens beaucoup plus étendu que celui dans lequel ces auteurs la placent. Car il ne s'agit pas du remplacement d'une normalité par une autre : c'est ce qui était « légal », c'est-à-dire permis ou toléré, qui devient soudain illégal parce que le capital ne peut plus l'admettre ; c'est alors une question de vie ou de mort pour le système et il doit déplacer sans préavis les bornes de son propre cadre légal. La légalité n'est rien d'autre que le système de lois du régime capitaliste. Ces lois n'ont d'autre objet que de préserver les conditions dans lesquelles s'effectue l'exploitation des travailleurs. Quand ces conditions se transforment, les lois doivent être changées. Ce qui était hier un auxiliaire pour l'exploitation à un certain niveau de développement technique devient un obstacle avec de nouvelles techniques de production. Les travailleurs ont vendu leur force de travail et ont lutté à l'intérieur d'un certain cadre : pour des raisons complexes mais évidentes, ils interprètent tout changement comme une menace contre leurs conditions présentes d'exploitation, contre leur vie telle qu'ils ont réussi à préserver péniblement dans le cadre antérieur. Ils n'ont pas tort car tout changement technique, s'il doit d'abord à l'innovation technologique portée par la compétition capitaliste, est toujours orientée de manière à réduire les acquis des luttes antérieures et à briser le rapport de force existant. Dans cette lutte, en termes capitalistes, le patronat apparaît avant tout pragmatique (pragmatisme qu'on étiquette volontiers de modernisme), c'est-à-dire que sa morale est d'avoir celle de ses intérêts présents, c'est-à-dire en réalité de ne pas en avoir, par rapport même à sa propre morale bourgeoise commune. Les travailleurs ont leur propre morale eux aussi, qui est celle de défendre leurs propres intérêts avec d'autant plus d'énergie qu'ils savent ce qu'ils ont et qu'ils ne savent jamais ce qu'un changement leur apportera. Chaque système social a sa légalité appuyée sur une morale de convention qui permet à la classe dominante de maintenir et de faire accepter sa domination par les autres classes. Chaque fois que la classe dominée se rebelle contre ce que le capital veut faire d'elle à ce moment, elle entre en conflit avec la légalité. La classe dominante crie alors à l'illégalité.

Mais les critères, les frontières de la légalité et de l'illégalité sont d'abord une question de rapport de forces. Si la majorité des travailleurs a une certaine pratique illégale, que peut y faire la loi, sinon accepter ce fait, et essayer d'aménager sa propre légalité pour y répondre : la dimension, les caractères et la rapidité de cet aménagement dépendent des circonstances et des nécessités. La réponse peut être la répression aveugle de quelques individus pour l'exemple ou bien une répression collective en utilisant les organismes existant dans ce but : c'est relativement facile pour la police et les tribunaux, mais beaucoup plus difficile pour les canaux syndicaux en raison de la structure particulière des syndicats. En période « normale », dans cette notion d'illégalité, la légalité et la morale bourgeoises tiennent une place importante qui n'est guère remise en question. Avec le développement de la lutte, tout se transforme. Les mineurs n'entrent pas dans l'illégalité par choix politique d'une « violence révolutionnaire ». Les limites de la morale et de la légalité quotidiennes se trouvent soudain reportées et une autre morale, latente auparavant, se développe : c'est la morale de la lutte elle-même et de ses propres nécessités. Cette nécessité peut conduire à utiliser tous moyens ; essentiellement, elle est dégagée du poids des relations de travail. Dans le même temps, si le pouvoir se sent menacé, et veut à tout prix triompher, ce qui fut le cas dans la grève des mineurs, la notion de légalité se trouve soudain élargie pour rencontrer et contrer le développement de la lutte. La grève des mineurs offre un excellent exemple d'une telle situation où tout ce qui est utilisé pour le renforcement de la lutte, même les choses les plus élémentaires, devient soudain « illégal » et « répréhensible ». La référence cesse d'être les lois existantes, mais directement l'intérêt du système. Le champ d'action peut concerner aussi bien les domaines internes où jamais le pouvoir ne mettait le nez (par exemple le fonctionnement interne du NUM) ou des activités individuelles jamais contrôlées (depuis le déplacement en voiture à des collectes dans la rue) ou la suspicion d'intentions.

Contrairement aux pleurnicheries gauchistes et libérales sur les exactions du gouvernement et la disparition de la « légalité », on ne peut dire que la situation développée au cours de la grève des mineurs marque vraiment une rupture avec les situations antérieures. Tout système de domination tient une telle situation en potentiel et la raison d'Etat, c'est-à-dire celle du capital, peut

tout justifier. En fait, l'illégalité n'a pas été à sens unique comme la plupart des commentaires le développant d'une manière ennuyeuse et monotone. Il faut le proclamer bien haut : la lutte de classe, c'est l'illégalité et, au niveau de la grève des mineurs (comme beaucoup de faits de la société anglaise actuelle), elle s'apparente plus à une situation de guerre civile que d'une lutte contenue dans certaines limites « légales ». Rien d'étonnant à ce que le pouvoir réponde par les mêmes moyens puisque sa fonction est de « contrôler » les situations. Il ne peut le faire qu'en se plaçant au même niveau des transgressions qu'il affronte, et en élevant d'un degré les moyens pour les réprimer. La lutte de classe est aussi dans un rapport dialectique quant aux moyens qu'elle utilise pour atteindre ses objectifs. On a pu être surpris de voir dès le début de la grève la propre légalité du syndicat foulée aux pieds en même temps que la loi sur les piquets secondaires. D'emblée, les mineurs confirmaient leur mépris des notions de légalité et de démocratie bourgeoise pour prendre les voies qui leur paraissaient les plus propres à leur lutte. On peut critiquer la manière dont se déroulait alors l'action : un mélange de domination syndicale et d'autonomie de base. Mais le premier élan qui devant sceller l'orientation de la grève était un saut hors des ordres du syndicat et hors des lois du système. L'attitude des mineurs définissait sans ambiguïté les deux camps dans la grève, ceux qui se battaient du côté du système et qui œuvraient pour un autre mode de domination du travail, ceux qui se battaient contre et rejetaient les cadres légaux de règlement du conflit.

La grève des mineurs a démontré pratiquement jusqu'à son terme que toute la législation bâtie par le gouvernement conservateur pour endiguer le mouvement autonome était inopérante et que seule la force brutale et directe de la police pouvait avoir raison des mineurs. Aucun système capitaliste moderne ne peut fonctionner de cette façon. Le point essentiel de cette législation était l'interdiction des piquets secondaires et la limitation des piquets autorisés à six : tout cela est resté lettre morte. Un article du *Financial Time* du 20 juin 1984 cite les paroles d'un dirigeant d'organisation patronale, Lionel Bloch, président du comité des relations sociales du Centre d'Etudes Politiques : « Toutes les violences de la grève sont entièrement le résultat d'un échec des lois qui prétendaient réprimer les piquets. La police aurait dû être capable de faire appliquer la loi. » Il ajoute que ce

n'est pas de la responsabilité du patron de faire ce travail car cela détériore gravement les relations sociales pour le futur. C'est là le point le plus important marqué par la grève des mineurs dans le combat de classe qui se poursuit depuis plus de 40 années. Il importe peu que le syndicat ait été paralysé à cause de cette action illégale des mineurs. Ce qui est essentiel c'est que le nouveau barrage élevé pour endiguer le mouvement autonome du prolétariat anglais n'ait rien endigué du tout, même s'il reste en place. Cela signifie que le type de conflit qui avait emporté le gouvernement Heath et ses lois sociales en 1972-74 peut se renouveler : lorsque le syndicat, contraint de désavouer un mouvement sauvage, ne pourra être poursuivi et que ce mouvement sera assez puissant pour empêcher toute répression policière de l'atteindre. La grève des mineurs a montré à tous les travailleurs que cela restait possible et que le mouvement autonome de lutte gardait toutes ses potentialités.

● Des prolétaires qui se transforment par l'action autonome

Le véritable problème, du point de vue de la lutte de classe, ce n'est pas ce que les mineurs n'ont pas fait ou auraient pu faire ; c'est ce qu'ils ont fait malgré toutes les forces hostiles qu'ils avaient en face d'eux et même en eux, tout ce qu'ils ont achevé bien qu'ils n'aient pas atteint ce qui était le but immédiat de la grève, bien qu'en termes traditionnels, ils aient échoué.

L'évolution du mouvement de la classe ouvrière et de ses formes d'action propres est souvent difficile à détecter. Certaines luttes peuvent apparaître comme des « reculs » si on les compare à ce qui s'est passé antérieurement. Inversement, de nouvelles formes de lutte peuvent jaillir là où on les attend le moins, sans lien apparent avec ce que d'autres luttes ont pu déjà apporter. Ce n'est pas forcément la dimension de la lutte qui amène ces formes originales, pas plus qu'une continuité dans une forme de lutte puisse permettre de dire que l'on a franchi une étape et monté une marche dans la lutte de classe. Celle-ci est multiforme et on doit plutôt la comparer à un courant où ce qui surgit de nouveau peut devenir un bras mort enserré dans la dialectique capital-travail, pour renaître parfois ailleurs ou être remplacé par quelque chose de nouveau.

Au cours de cet exposé, nous avons souligné ce qui pouvait rattacher certains traits de la grève des mineurs à des tendances de la lutte de classe en Grande-Bretagne ou ailleurs. Ces traits, comme l'utilisation des piquets, la violence, le sabotage, bien que manifestations de l'autonomie de la lutte, se réfèrent pourtant au mouvement traditionnel. Ils peuvent aussi être revendiqués par des courants politiques qui exaltent précisément ce caractère traditionnel pour en masquer les tendances autonomes. Par contre, d'autres aspects de la lutte, ce que nous avons appelé l'organisation de la survie, ont pris une telle dimension et en sont devenus l'élément central qu'on doit essayer de voir en quoi ils peuvent se rattacher à des formes de lutte identiques dans une période récente. Cette discussion pourrait se développer en considérant les mouvements du mai rampant italien des années 70 ou la période assembléiste espagnole de l'immédiat après-franquisme (1976-77). Nous ne retiendrons que deux exemples concernant la France : celui des comités d'action de mai 68, et celui de la solidarité tissée autour de la grève Lip (1973).

En mai 1968 en France, des comités d'action se développèrent comme des embryons d'organismes parallèles sur des bases variables, associant parfois des militants de groupes à des travailleurs autour d'une seule usine ou de différentes usines d'une firme ou bien des gens sans liens préexistants sur une base locale. Les tâches se répartissaient en fonction des nécessités qui avaient conduit à la formation de ces comités : promouvoir la lutte par des informations, des contacts et des discussions, assurer des liaisons vers d'autres travailleurs, dans la firme ou dans d'autres entreprises, vers les paysans pour des questions de ravitaillement, etc. L'expérience ne durera que quelques semaines et fut trop courte pour révéler autre chose que ses potentialités. Elle constituait la double amorce d'un réseau national parallèle de lutte d'une part, et d'une transformation profonde des mentalités d'autre part. Les comités d'action étaient autant le produit du volontarisme de militants ou d'étudiants que la réponse à des nécessités de lutte et il est bien difficile de dire comment ils se seraient développés. Leur potentiel, tout embryonnaire qu'il fût, leur valut une double répression : soit directement de la part de la CGT et du PC par exemple, soit indirectement par leur récupération de la part de la CFDT ou du PS ou des groupes gauchistes par exemple. Ils ne survécurent pratiquement pas à la grève. Le

réseau de soutien de la grève des mineurs peut, par certains traits, se rapprocher de ces comités d'action, mais ces derniers avaient en quelque sorte une vocation plus générale, non par la volonté de ceux qui les animaient, mais parce qu'ils étaient nés comme une réponse aux nécessités de la plus grande grève générale spontanée du mouvement ouvrier français.

Bien qu'à une dimension beaucoup plus modeste, ce qui se passe autour de la grève Lip, une usine d'horlogerie à Besançon dans l'est de la France en 1973, offre des similitudes avec le réseau de comités de soutien développé dans la grève des mineurs. L'usine étant menacée de fermeture, les 1200 ouvriers volèrent un stock de montres, occupèrent l'usine et utilisèrent le stock de pièces détachées pour remettre en route un atelier de montage et survivre des ventes des montres qu'ils avaient fabriquées ; ils ouvrirent l'usine à qui voulait bien y venir et lancèrent un réseau de soutien, en partie pour assurer la vente des montres. Autour d'un comité d'action où s'affrontaient les syndicats pour en avoir le contrôle, se constitua tout un réseau de soutien avec des comités dans toute la France et même à l'étranger. Ces comités étaient fortement influencés par le syndicat « moderniste » CFDT et polarisèrent une bonne partie des « gauchistes » de mai 68. Mais ces caractères n'expliquent pas le succès que la solidarité rencontra et qui permit à la grève de durer. Pendant plus d'une année, à l'aide de ce réseau et par des astuces plus ou moins illégales, les ouvriers de Lip réussirent à « survivre » en organisant aussi collectivement leur vie matérielle. Par une autre voie que les mineurs et d'une façon beaucoup plus nette, les ouvriers de Lip s'étaient placés résolument au début de leur lutte dans l'illégalité. Comme les mineurs, autour d'une action illégale, s'organisa tout un réseau de solidarité formalisé à chaque extrémité. Comme pour les mineurs, une ambiguïté certaine pesa sur le mouvement dans les relations avec les syndicats et leur rôle dans la lutte. Mais comme pour les mineurs, de cette situation avaient jailli des rapports nouveaux et une transformation profonde des relations individuelles et collectives. L'action autonome permettait aux travailleurs de découvrir leurs propres facultés et leur propre potentiel comme leurs buts réels et leurs méthodes de lutte.

Bien sûr, la solidarité qui se tisse autour de la grève des mineurs et l'organisation de leur survie est sans commune mesure avec ce

qui est ainsi apparu dans la grève Lip. La comparaison risque même de fausser le jugement sur le réseau complexe que les organisations syndicales ou politiques ne purent contrôler, et sur son ampleur. Les mineurs et leur famille furent beaucoup plus conscients des ruptures que le mode de vie et d'organisation issu de la grève représentaient par rapport à la « vie de travail ». Plus conscients aussi que cela devenait l'objet central de la grève et la faisait durer.

Cette perception qu'il y a une autre vie possible et un autre mode de relations sociales est étroitement liée à ce qui apparaît ainsi comme une révolte contre ce que le système fait de tout travailleur. Cette révolte se relie alors à d'autres révoltes comme celles de l'été 81 ou les affrontements qui explosent en violence apparemment sans but défini, comme un refus de tout ce qui vous opprime. Cela joue à l'égard de ceux qui continuent à travailler, cela joue à l'égard des discussions sur le vote « démocratique », cela joue à l'égard des discussions pour une reprise éventuelle. Quelles que soient leurs motivations, ceux qui veulent faire cesser la grève deviennent des ennemis qu'il faut combattre et affectivement c'est le verrou sur lequel se briseront pendant des mois tous les assauts. Le 28 novembre 1984, le *Standard* pourra parler d'une « guerre amère », implacable — une véritable guerre civile sans balles... Les perdants potentiels veulent toujours négocier... Vous n'avez pas encore vu la fin de cette lutte... » Un mineur dans un piquet à Edlington complètera : « On se paie sur tout : les flics, les magasins et tout le reste. Nous aussi, on est les vandales. » Mais de quoi se paie-t-il ? Certains peuvent penser : alors c'est la grève pour la grève, la violence pour la violence, sans trop savoir pourquoi. Quelque temps après le début de la grève, un commentateur avait formulé une esquisse de réponse : « En dépit des arrestations, dans coups, des blessures, des tués, de toute la pourriture des media, de la pauvreté relative, les grévistes commencent à découvrir la joie et la dignité de la solidarité et des luttes. » C'était bien la bonne explication sauf que, tout cela, les mineurs l'avaient connu dès les premiers moments de la grève, sauf que tout cela dépassait bien la solidarité et la lutte qui n'étaient finalement que des moyens.

Nous avons beaucoup parlé dans ce texte des velléités d'extension de la grève, soit à la totalité des mineurs, soit à des industries

utilisatrices du charbon. D'une certaine façon, c'était voir le mouvement d'une manière traditionnelle (comme en 72-74), bien que cette extension et son échec aient tenu une place importante dans le déroulement de la grève. Nous n'avons, par contre, pratiquement pas parlé des autres mouvements de lutte qui, apparemment, ne se rattachaient pas à la grève des mineurs mais à la lutte de classe en général. On pouvait voir aussi ces autres luttes d'une manière traditionnelle (comme en 78-79) et dire que les mineurs n'étaient pas isolés parce que ces autres grèves de l'année 1984 touchaient des secteurs industriels importants (notamment l'automobile). Ces mouvements étaient pourtant différents de la grève des mineurs car ils se déroulaient dans un secteur complètement restructuré. Personne ne pouvait parler là de conflit d'arrière-garde. Les ouvriers de ces secteurs ne luttaient pas à ce moment contre les restructurations, mais dans le cadre d'usines largement restructurées depuis des années. Le fait qu'ils ne réussirent pas pratiquement à rejoindre la grève des mineurs appartient aux contradictions de la lutte de classe.

Apparemment, on pouvait donc séparer nettement la grève des mineurs de ces autres luttes. Mais peut-on diviser à un moment donné la lutte de classe? Ce que les mineurs et leur famille ont découvert dans la grève, les autres travailleurs n'ont pu faire autrement que l'observer aussi, alors même qu'ils n'entraient pas en lutte soit par solidarité, soit pour eux-mêmes. Nous avons vu que les mineurs avaient montré que tout le corset des lois et des contrôles syndicaux n'empêchaient nullement de mener une longue lutte et notamment d'utiliser les piquets de masse. Mais par-delà ces finalités immédiates, ils avaient démontré qu'il était possible d'organiser la grève à une grande échelle contre un environnement hostile, même si aucun résultat tangible n'avait été atteint. C'est en cela que les leçons à tirer de la grève ont une importance générale pour toute la classe ouvrière. La leçon la plus importante n'est pas que la porte soit fermée pour d'autres luttes. Une grève qui a échoué peut fermer la porte à une autre grève, mais elle ne peut jamais fermer la porte à la lutte de classe. Au contraire, une grève échouée peut ouvrir la porte à une lutte plus acharnée sur les lieux de travail et conduire à durcir les attitudes face au travail.

Un chapitre du mouvement de lutte autonome est certainement terminé en Grande-Bretagne : une certaine formule du syndicat est morte, tuée par une lutte qu'elle n'a pu prévenir, qu'elle n'a pu désavouer. A sa place, un syndicat « moderne » essaie de prendre sa place, œuvrant plus ouvertement du côté du management, du côté du capital, et qui disposera de plus d'armes légales pour tenter de dominer les travailleurs. Une certaine forme d'action issue du mouvement syndical — les piquets secondaires — paraît pour le moment vouée à l'impuissance. Mais aucune arme légale n'a jamais empêché le développement d'un mouvement et surtout n'a jamais réglé le rapport de force au sein de l'entreprise. Les mineurs sont bien conscients que leur force principale est là et la grève, dans son organisation de survie, a renforcé le sentiment de leur propre communauté de lutte qui n'est que celle de tous les travailleurs. Comme souvent dans la lutte de classe, le moyen d'atteindre un but — faire durer la grève — était devenu un but en lui-même. Plus que l'illégalité, que la démonstration de l'impuissance des lois à endiguer le mouvement autonome, la révélation à chacun d'une autre mode de relations et de vie est peut-être l'apport capital de la grève des mineurs.

Il n'est pas simple de décrire le mouvement de la lutte de classe en Grande-Bretagne depuis la dernière guerre. D'un côté c'est un cheminement qui suit ses propres voies autonomes, ne se démarquant de tout ce qui tend à le réprimer que dans l'action, ne cherchant pas à se définir comme mouvement ou comme organisation ; un mouvement dont la puissance et la récurrence secouent sérieusement toutes les structures du système sans pour autant les ébranler jusqu'à des points de rupture. D'un autre côté, tout un réseau de noyaux d'activités ou d'actions à caractère communautaire dont il est impossible de tracer les formes imprécises et temporaires et les frontières mouvantes avec les institutions de contrôle social. La grève des mineurs, avec tout ce que nous avons souligné, a développé tous les traits de ce mouvement de la lutte de classe : elle en a montré la permanence, et tous les travailleurs l'ont bien reconnue comme telle.

XIV — VERS DE NOUVEAUX AFFRONTEMENTS DE CLASSE

● Que reste-t-il après la grève ?

« Le public pense que la fin de la grève était la fin des troubles, mais en beaucoup de façons, ils ne font que commencer. » Cette déclaration d'un directeur régional du NCB exprimait, peut-être plus que son auteur ne le souhaitait, que le capital devait, à la fin de la grève des mineurs, affronter une situation pleine d'inconnues et d'embûches. Sans aucun doute, le NCB devait aller de l'avant. La compétition du charbon étranger et des autres sources d'énergie n'avait pas cessé avec la fin de la grève. Bien au contraire : la grève l'avait favorisée et la crise du pétrole l'accroissait encore. Les portes étaient apparemment grandes ouvertes maintenant pour la poursuite du plan de rationalisation. Mais comment et vers quoi ?

Il n'y avait pas que les puits qui avaient été laissés à l'abandon avec parfois une partie de leur matériel détruit ou saboté ; tout le système de relations sociales était complètement perturbé et la force de travail, les mineurs, ayant échappé pendant une année à la domination de classe et à la pratique du travail, se retrouvait désorientée par ce qu'elle avait vécu et pourtant décidée à ne pas s'en laisser conter.

« Nous avons été en grève pendant douze mois et nous avons perdu. » Avec cette évidence que souligne un mineur, tous doivent regarder du jour au lendemain ce que redevient leur vie : l'exploitation d'un côté, le quotidien de l'existence de l'autre. Mais, s'ils se succèdent au fil des heures et des jours, ce ne sont pas deux mondes séparés. Pour beaucoup, c'est la considération de leur quotidien de l'après-grève qui va être déterminante dans leur attitude face à l'exploitation. Tous les mineurs ne reprendront pas le chemin des puits. Il y a d'abord ceux qui furent et resteront licenciés : sur 766 à la fin de la grève, 400, environ la moitié, auront été réembauchés progressivement en 1986. C'est le

résultat de luttes au niveau des puits ; de nombreux débrayages locaux pour la réintégration de camarades licenciés en témoignent. Il y a ceux qui, la grève passée, ayant vécu l'exaltation de cette année de lutte voient l'opportunité de sortir de ce « trou puant » (comme le dira l'un d'eux) et de prendre les indemnités de départ — encore augmentées pour la circonstance — (un maximum de 36.000 livres ou bien 24.000 et une retraite de 100 livres par semaine - 400.000 F ou bien 270.000 et 1.100 F par semaine). Pour les autres, pour des raisons diverses, la première étant qu'il faut vivre, c'est le retour au quotidien. Avec toutes les désillusions, avec le refus de parler du passé de la grève parce que c'est un présent que l'on affronte. Un mineur de Cortonwood (qui sera fermé sans guère d'opposition au cours de 1985) exprimera bien ces sentiments : « Il fut un temps où vous étiez intéressés par votre puits et toutes les discussions tournaient autour de ça. Maintenant, les gens ne s'en soucient guère et ce que vous entendez, c'est "as-tu reçu l'enveloppe marron ?" (celle contenant la mutation ou l'offre de départ). » Beaucoup semblent avoir oublié la grève. Il leur faut essayer de reconstruire une autre vie.

Reconstruire sa vie, cela voulait dire maintenant, payer ses dettes, essayer de retrouver le confort domestique abandonné dans le feu de la lutte. C'était aussi cela le retour dans les liens subtils du système de domination. Sur le lieu même de l'exploitation, cela voulait dire qu'on pouvait utiliser les possibilités pour se faire du fric en travaillant plus pour essayer d'avoir le bonus maximum. Sans aucun doute, les mesures qui vont prendre les dirigeants de puits en profitant du nouveau rapport de forces vont jouer un rôle, mais il ne semble pas que les chefs aient eu besoin de pousser beaucoup pour accroître les performances : les nécessités le faisaient pour eux. En quelques mois, la production fit un bond, notamment dans les puits qui étaient déficitaires jusqu'à maintenant. Dans certains puits du Yorkshire, bonus et heures supplémentaires apportèrent — salaires compris — jusqu'à plus de 300 livres (3300 F par semaine) et la production s'accrut avec 1/3 de mineurs en moins. Dans le Kent, les prévisions de fermeture de puits durent être révisées car l'accroissement de production les rendait rentables. Le 3 février 1984, alors qu'il visitait le puits de Brodsworth près de Doncaster sous une pluie d'œufs et de sacs de farine, Mac Gregor livrait avec acrimonie le fond de sa pensée : « La région de Doncaster est celle

qui a amené le plus de désillusions. Quoique ayant un potentiel énorme, elle possède une longue histoire de piètre performance. Ce n'est pas une question de paresse, c'est une question de refus d'activité. »

Fin 1985, les dirigeants de la région parleront de « résultats incroyables ». Tous les chiffres qui seront fournis en mars 1986 pour l'exercice écoulé par le NCB parleront beaucoup de « performances » mais beaucoup moins de fermetures, de mutations, d'innombrables conflits locaux, et grèves et pas du tout des luttes quotidiennes.

Certes, on peut voir dans le tableau triomphal du NCB un signe de la « défaite » des mineurs. Dans l'immédiat, quelles qu'en aient été les motivations pour les mineurs, il a obtenu une intensification du travail et peut espérer le retour à la profitabilité (pour autant que les comptes capitalistes aient un sens, le NCB affichera pour l'exercice mars 85-mars 86, une perte de 50 millions de livres contre 875 millions pour l'exercice mars 83-mars 84). Il ne faisait aucun doute qu'à court terme, le taux d'exploitation s'était élevé et que cela signifiait, que cela ait été directement contraint ou apparemment volontaire, plus de fatigue, plus de risques, plus d'accidents... Le vrai problème était pourtant de savoir ce que cela signifiait sur une longue période et si cela, acquis sous la pression des nécessités ne le serait que temporairement. Le directeur régional pour qui « les difficultés ne faisaient que commencer » savait que rien n'est jamais définitivement gagné sous le capital, ni pour le capital, ni pour les travailleurs. Rien ne peut mieux exprimer l'attitude présente des mineurs que ce qui se passe à Silverwood près de Rotherham : fin 85, une équipe de 34 d'entre eux sont félicités pour avoir brisé le record européen de production ; peu de temps après tout le puits se met en grève pour demander le réembauchage de 9 de leurs camarades licenciés après la reprise du travail. C'est le type même des innombrables conflits qui éclatent depuis la fin de la grève et se poursuivent toujours contre d'autres licenciements, contre l'emploi de jaunes et même contre des fermetures...

Que reste-t-il des liens tissés pendant la grève ? On pourrait dire que ces conflits locaux apportent la réponse à ceux qui pensent que des formes d'organisation apparues pendant la grève doivent

se survivre et éventuellement se transformer pour « que ne soit pas perdu l'acquis de la lutte ». Il ne fait aucun doute que certains de ces liens subsistent et subsisteront mais plus sur des plans de relations personnelles que dans le prolongement de liaisons formelles. Il ne fait aucun doute aussi qu'à part quelques cas isolés, tous les groupes de soutien et les centres de grève ont disparu. Des tentatives de les prolonger d'une manière ou d'une autre sous la forme de comités de base — rank and file committees — émanant le plus souvent de groupuscules politiques ont tout autant échoué. Il n'y a pas à tirer de conclusions particulières d'une telle situation. Il ne peut y avoir d'organisation permanente de lutte. Ce qui a été créé par la grève pour répondre aux besoins de la grève disparaît avec la grève. Les mineurs affrontent maintenant une autre situation. Certains quittent, près d'un mineur sur quatre, d'autres sont mutés, les équipes sont réorganisées, les charges de travail modifiées : à une situation nouvelle, ils doivent répondre par une autre forme d'organisation. D'autres luttes surgissent. Les formes de cette lutte emprunteront à ce qui aura été vécu, mais elles innoveront en regard de ce que le capital imposera de nouveau.

● Une victoire pour quoi faire ?

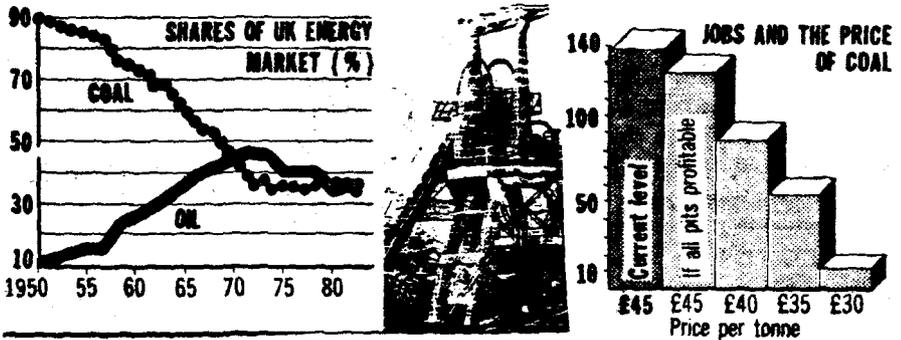
Un rapport « indépendant » sur l'industrie charbonnière anglaise publié fin septembre 1985 concluait en ces termes : « Le charbon et sa place comme source d'énergie en Grande-Bretagne, les mineurs et leur place dans la société, sont des problèmes qui n'ont pas été résolus par la grève de 84-85. Ils resteront pour empoisonner le gouvernement et n'importe quel gouvernement dans la prochaine décade. »

Le but immédiat de la grève avait été d'empêcher les fermetures de puits. La fin de la grève « sans conditions » laissait le champ libre à ces fermetures sous réserve des garanties données au syndicat des porions NACODS dans l'accord d'octobre 1984. La position de force du NCB lui laissait penser qu'il pouvait laisser de côté cette procédure pour fermer les puits sans l'avis de personne : de fait, le NCB pourra procéder ainsi dans les premiers mois qui suivront la grève, parfois même avec l'accord des mineurs eux-mêmes, parfois se heurtant à des résistances ; celles-

ci devaient devenir de plus en plus fortes d'abord des mineurs, puis des appareils syndicaux. Au même moment, le NCB se rendait compte qu'il ne pourrait longtemps éluder la parole signée ; mais il en était venu là parce qu'il ne lui était plus possible d'éviter la reconstruction de relations internes par les canaux syndicaux à un moment où la crise l'acculait encore plus dans des choix économiques et politiques. Le NUM ne pouvait faire grand chose et c'est le syndicat NACODS, signataire de l'accord d'octobre 84 qui, sous la pression de sa base et sous la menace d'une action, obtint finalement, après pas mal de palabres, la constitution de cette commission consultative « indépendante » formée de juristes. A ce moment, tout semble aller pour le mieux pour le NCB puisque plus de 30.000 mineurs avaient quitté la mine et que les quelque 140.000 restants assuraient une production équivalente à celle d'il y a deux ans, alors qu'il y avait 42.000 mineurs de plus.

Pourtant, ce qui frappe alors, c'est qu'alors que le NCB parlait de fermer 20 puits supplémentaires, l'opposition aux fermetures grandit et le rythme de celles-ci se ralentit. La commission spéciale, pourtant seulement consultative, s'opposa à certaines fermetures en introduisant des considérations qui n'avaient rien à voir avec la gestion du NCB. Par exemple, elle refusa la fermeture du puits Bates (Northumberland) pour des « raisons sociales » (le taux de chômage dans la région atteint 27 %). Le NCB contesta bien sûr cette décision, mais elle l'embarrassait d'autant plus qu'elle reposait brusquement le problème des choix politiques (et non plus économiques) que l'on avait prétendu évacuer en poussant la grève. On peut penser que les luttes des mineurs n'étaient pas étrangères à tout cela, d'autant qu'à partir de juillet 85 on vit un assouplissement des positions du NCB quant au réembauchage des licenciés. Cela se conjugait avec les premiers jugements condamnant le NCB pour licenciement abusif de mineurs suite à la grève et avec des luttes locales pour des réintégrations individuelles. En même temps que le rapport de forces tendait à se modifier, les incertitudes dues à la baisse du prix du pétrole grandissaient chaque jour. Mac Gregor parla bien d'un effort de productivité supplémentaire pour rester compétitif et, en octobre 1985, avança un projet de réorganisation du travail pour rentabiliser les investissements en portant à 20 heures sur 24 et 7 jours sur 7 la durée d'utilisation des machines. Ces nouvelles

pratiques de travail entraîneront des équipes de 10 h (au lieu de 8) sur 4 jours et bien d'autres modifications des conditions de travail. Mais quel intérêt y a-t-il à produire du charbon s'il est toujours trop cher ? Un tableau publié dans le *Sunday Times* du 27/4/86 donne une idée de la réduction des effectifs si l'on veut baisser le prix du charbon : tout au plus 15.000 mineurs seraient nécessaires :



Ce sont là les données économiques brutales qui réintroduisent les choix politiques — et sociaux — dont nous avons parlé. De nouveau, des plans apparaissent qui sont autant de programmes de gouvernement pour les mines. Peu après la fin de la grève, un « Coalfield Committee Campaign » a vu le jour sous le patronage d'une sainte trinité de retraités : (Lord) Ezra, prédécesseur de Mc Gregor au NCB, (Lord) Gormley, prédécesseur de Scargill au NUM, et Callaghan, député Labour (pas encore Lord), prédécesseur de Thatcher comme Premier ministre. Une certaine tendance du capital avec trois têtes, patronale, syndicale et politique. Un rapport est sorti « Le NCB à la croisée des chemins » qui prétend définir une politique (une de plus) du « charbon anglais » ; mais les technocrates prévoient que d'ici 1990, pour une production stationnaire, 80 puits devraient fermer et 60 à 100.000 mineurs s'en aller. C'est une chose de faire des plans, une autre de les appliquer. Le conflit entre le capital national (et européen) et le capital mondial qui s'exprimait dans les conceptions politiques divergentes autour de la grève des mineurs réapparaît plus âgü que jamais. Comme le soulignait le directeur du NCB, tout gouvernement devra résoudre ce problème et il trouvera en face de lui ceux par qui cette industrie existe : les mineurs.

● Quel rôle pour le syndicat ?

Le fait que le NUM soit pratiquement absent de tous ces projets montre qu'il a encore beaucoup de chemin à parcourir pour sortir de l'enlèvement dans lequel la grève l'a poussé. Le fait que l'UDM (Union démocratique des mineurs), scission du NUM, n'y soit pas associé non plus montre que ce syndicat n'a été et n'est rien de plus qu'un élément de manœuvre pour amener le NUM à se « moderniser », c'est-à-dire à jouer le rôle que le capital en attend aujourd'hui.

Les problèmes du NUM sont autant idéologiques que matériels. Lorsque Kim Howells, bureaucrate du NUM du Pays de Galles (sud), déclare : « Il y a un accord général sur le fait que la tâche pour le NUM de reconquérir la base du Nottinghamshire est stratégiquement importante » et que cela « doit être notre premier objectif », il exprime le même souci de préservation de l'appareil qui l'avait conduit à être l'instigateur de la reprise du travail sans accord. L'impératif est d'abord financier : avec les départs, tout le NUM est menacé d'hémorragie. Si la sécession du Nottinghamshire touche le NUM national, les NUM régionaux sont tout autant atteints par les départs que le NUM national : rien qu'en Ecosse, le NUM a perdu 40 % de ses membres depuis octobre 1983, seulement avec les départs et les mutations ; il en est réduit à quémander au NCB les cotisations prélevées sur les salaires de jaunes pendant la grève. Il doit supprimer tous ses journaux locaux et liquider ses bureaux d'Edinburgh. La tentative, à la sortie de la grève, d'instituer sur le plan national une contribution soi-disant pour subvenir aux besoins des mineurs licenciés a été rejetée par un vote national ; ce désaveu a montré à la fois la méfiance des mineurs pour l'appareil et l'étroite marge de manœuvre des dirigeants. C'est là un problème à long terme pour l'ensemble du NUM ; mais dans l'immédiat, le NUM national est encore paralysé financièrement, quinze mois après la fin de la grève. Les implications de cette mise sous séquestre prolongée des biens du NUM national vont bien au-delà d'un simple manque de finance : elles ne sont qu'un aspect des revirements auxquels le NUM est contraint.

Pour pouvoir récupérer ses fonds et mettre un terme au séquestre, Scargill, Hathfield et Mc Gahey sont obligés par

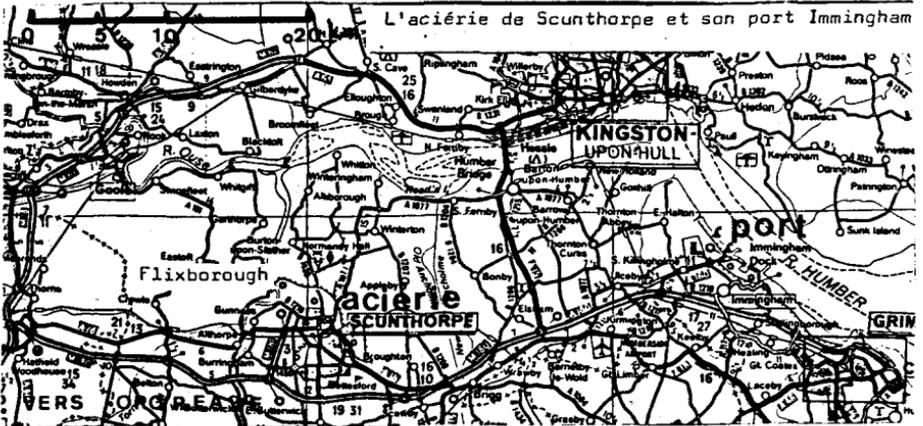
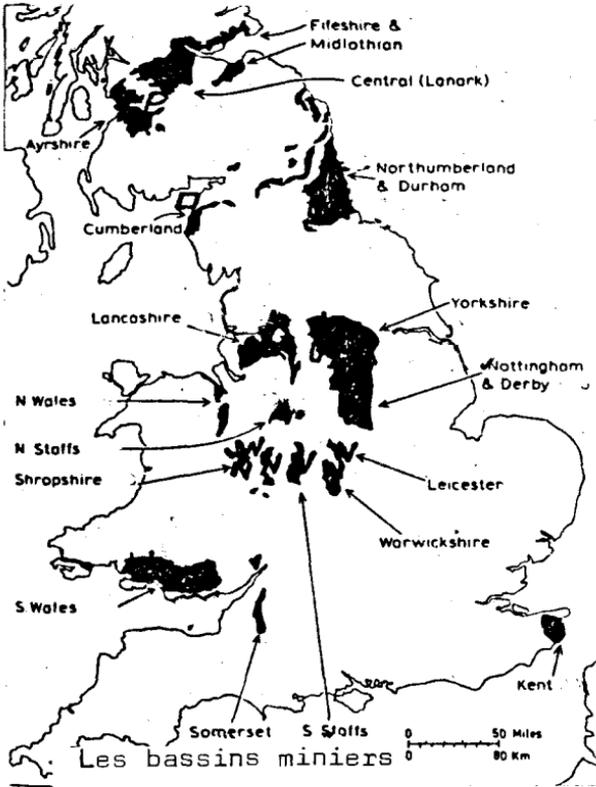
l'exécutif national (y compris par les gauchistes) d'aller présenter des excuses au juge pour avoir ignoré les jugements rendus pendant la grève sur le soutien du NUM national à la grève. Pendant toute cette période, le NUM a dû vivre des avances consenties par le TUC et par les grands syndicats, principalement le TGWU. Avant même que le NUM aille s'humilier ainsi publiquement devant les volontés de l'Etat, il avait dû accepter la tutelle politique du TUC. Ce sont les pas obligés du NUM vers sa réforme en un syndicat conforme aux besoins du capital. Le plus important devant venir pourtant des contacts avec le NCB : le NUM a dû, sous la pression des réalités, abandonner toutes les positions de principe qu'il affichait eu égard à la politique du NCB. Sur la question des fermetures de puits, il a agréé avec la notion de puits non-rentables économiquement lors des discussions paritaires pour l'établissement de la commission indépendante d'experts. Sur les salaires, après bien des résistances et pour pouvoir rentrer dans le cercle de discussions, il a reconnu le principe de bonus individuel. Il a dû approuver publiquement alors ce que le NCB considérait comme « une déclaration non équivoque du désir de coopérer avec la stratégie de réduction des coûts par une efficacité et une productivité accrues sur la base de primes individuelles. » Comme pour les excuses au tribunal ou le contrôle du TUC, la signification de cette déclaration dépasse le simple problème des salaires. C'est la conséquence de la défaite dans la grève des mineurs, celle d'une certaine conception du syndicat qui, détenteur d'une idéologie, prétendait agir pour les intérêts des travailleurs.

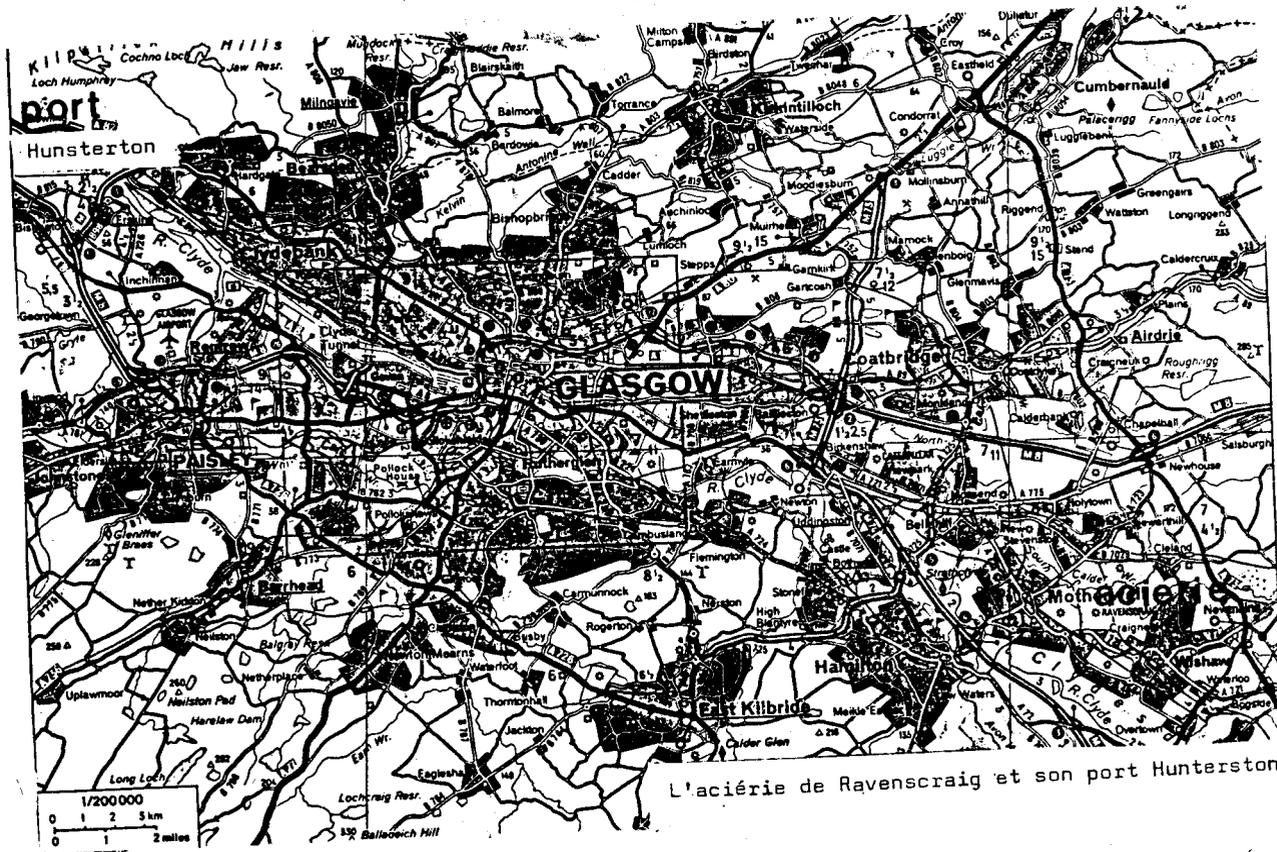
Ce n'est pas ce que le capital en attend aujourd'hui. Même si la fonction d'intermédiaire dans la fixation du prix de la force de travail et ses conditions d'exploitation reste cette du syndicat, celle-ci se transforme de plus en plus en une courroie de transmission des sommets vers la base. Le patronat le contraint à approuver ses orientations générales et à n'en discuter que les modalités pratiques. Bien sûr, ce n'est pas seulement de déclarations qu'il s'agit. Non seulement le syndicat ne doit plus suivre les mouvements de base autres que ceux soigneusement contrôlés, réglementés, canalisés par les règles du syndicat et par les nouvelles lois sociales, mais on lui demande d'agir pour imposer aux mineurs ce qui aura été ainsi décidé non seulement en dehors d'eux mais aussi en dehors de « leur » syndicat. Il n'est plus question, comme il y a quelques années, de demander aux

mineurs de voter pour savoir s'ils acceptent ou non les primes individuelles de productivité, il est seulement demandé au NUM de dire qu'il accepte le principe de ces primes comme un syndicat « responsable » dont les accords avec le patronat s'imposeront aux mineurs.

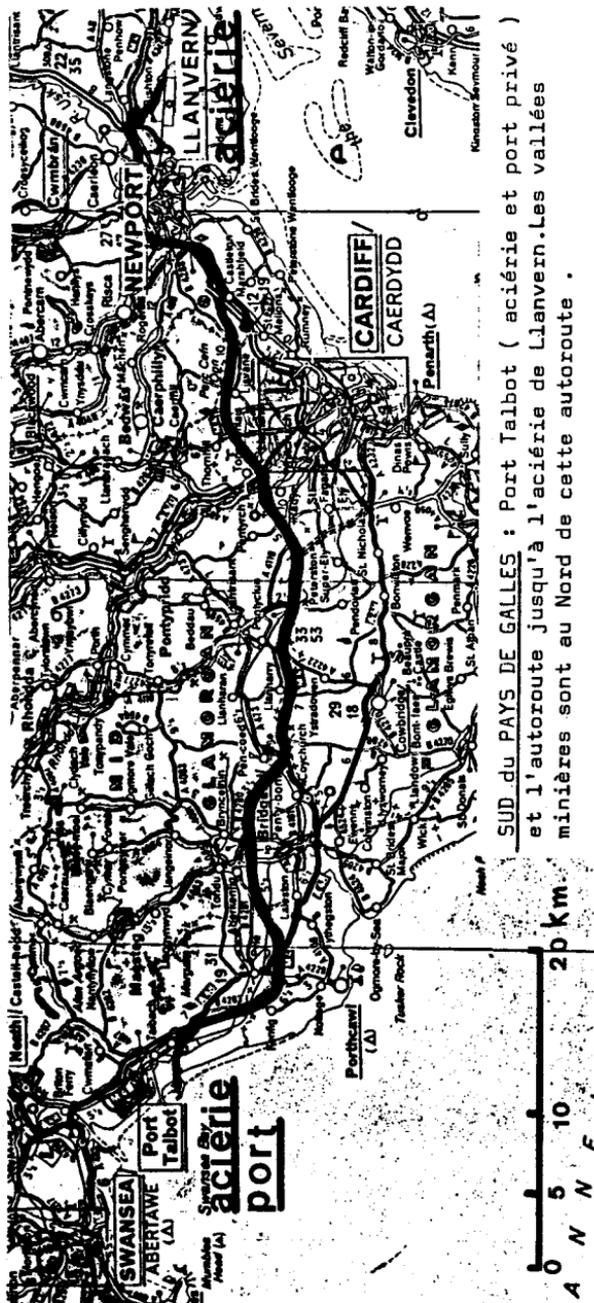
En juillet 1985, une conférence nationale des délégués du NUM adopta, malgré une forte opposition, des propositions de l'exécutif national, comportant 32 amendements au règlement national. Cette « mise à jour » tenait compte des leçons de la grève et des actions en justice qui avaient durement atteint le NUM. A première vue, elles visaient à éviter au NUM de se retrouver dans une situation semblable à celle qui l'avait si durement touché. En apparence aussi, elle maintenait l'autonomie des NUM régionaux ; elle paraissait être une réforme de « gauche » parce que le NUM du Nottinghamshire, qui n'avait pas encore formellement fait sécession, s'y opposait fermement ; mais elle divisait tout autant la « gauche » que la « droite » du NUM. En réalité, cette réforme était une victoire de la bureaucratie centrale du NUM : elle renforçait considérablement le pouvoir de l'exécutif national en réduisant d'autant celui des régions et celui de la base. Cette centralisation accrue du NUM répondait objectivement à ce qu'attendait le capital. Elle faisait du syndicat un meilleur instrument de domination de classe. Il était infiniment plus difficile aux mouvements de base d'imposer des orientations au syndicat ; par contre, et cela cadrerait bien avec ce qui se déroulera quelques mois plus tard, il devenait possible à l'exécutif d'imposer sans réserves ses orientations à la base.

Tout cela était indépendant de la volonté des mineurs : ils n'avaient aucun moyen pour s'y opposer directement, alors. Ils se trouvent maintenant dans une situation où ils ne pourront plus compter que sur eux-mêmes. C'était déjà vrai dans le passé, d'une certaine façon, mais alors, ils pouvaient voir dans les dirigeants du NUM des « leaders » qui agissaient « pour eux » et suivant leur intérêt. Ce n'est guère possible maintenant avec l'expérience de la grève et surtout les situations nouvelles qu'elle a créées. Cela le sera de moins en moins. Des formes d'organisation plus précises et indépendantes des syndicats devront apparaître et ce sera la tendance du mouvement autonome de la lutte de classe en Grande-Bretagne, dans la période qui s'ouvre.

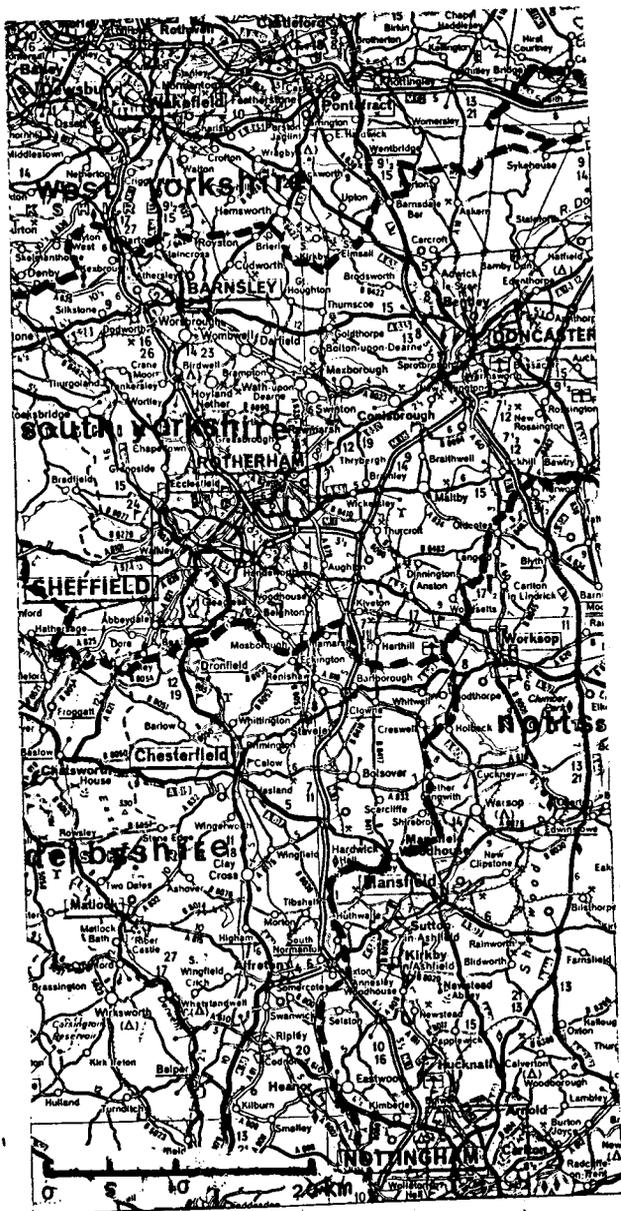




L'aciérie de Ravenscraig et son port Hunterston



SUD du PAYS DE GALLES : Port Talbot (aciérie et port privé)
 et l'autoroute jusqu'à l'aciérie de Llanverm. Les vallées
 minières sont au Nord de cette autoroute .



Le cœur de la région minière : aux frontières des comtés du Yorkshire (Est et Sud), de Nottingham et de Derby, on retrouvera la plupart des noms cités dans le texte. Les mines sont marquées X

BIBLIOGRAPHIE

Il est impossible de citer l'ensemble des publications consultées et des contacts pris pour l'élaboration de ce travail. La plupart des citations ne portent pas de références, elles sont extraites des sources mentionnées ci-après et nous pouvons les fournir à ceux que cela intéresserait.

Journaux et périodiques

Publications officielles du NUM : The Miner ; tracts et publications régionales.

Bulletins de groupes politiques :

- Wildcat
- Communication Worker
- Workers' playtime
- Clydesider - Counter Information
- Practical Anarchy
- Socialist worker
- Socialist action
- A Communist Effort

Publications et tracts de comités de base,

Journaux et périodiques anglais et français, nationaux ou locaux.

Brochures

The attack on the coal industry

The background of the miners' strike - What really happened in the coal industry (M. B. Brown - The Institute for Workers' Control - 1972)

The British Isles - Dudley Stamp and SW Beaner (10/84)

Civil Liberties and the Miners - NCCL (First report of the Independent Inquiry)

Coal not Dole (NUM)

Cwmbach, Miners and Women speak out

Easington - August 1984

Hands off the pits - No privatisation of coal

Media hits the pits - The media and the coal dispute (Campaign for Press and Broadcasting Freedom)

Let them eat coal - The political use of social security during the miners' strike (L. Sutcliff and B. Hill - Canary Press)

Miners' strike - Experiences and Impressions - Camden Communist Party

The miners' strike and the struggle for socialism (Socialist Workers' Party)

The Miners' library report 1981-1982 (University College of Swansea)

The economic case against pit closures (NUM)

Miners' strike (Labour Research)

Miners wages and the incentive scheme

Miners and unemployment

The miners' case (Labour Research Department)

New technology in mining

Our day will come - Mike Freeman - Junius

Quelques éléments sur le mouvement actuel des prolétaires en Grande-Bretagne

Quelques éléments supplémentaires...

Starved, battered, defiant magnificent miners - The 1984-85 strike (Socialist Organiser)

The story of David Gareth Jones by his father (New Park Publications)

Tell us lies about the miners - The role of the media in the Great Coal Strike of 1984-85 (Direct Action Movement)

The Threat of nuclear power

Understanding the miners' strike - John Lloyd - Fabian Pamphlet

Women against pit closures (Barnsley Women)

Articles divers

The miners' strike 1984-1985 - Police technologies in action (Technacop)

Britain's miners and new technology (Radical Science) - Dave Feickert

In their ownwards (extraits de programmes de radio et de TV sur la grève des mineurs).

Livres

A Turn of the Screw - Martin Walker - Canary Press

Digging Deeper - Issues in the miners' strike - Huw Beynon - Verso

Lutte de classe autonome en Grande-Bretagne 1946-1977 - Cajo Brendel - Echanges

Miners' strike 1984-1985 - People versus State - David Reed and Olivia Adamson - Larkin Publication

Policing the Miners' strike - Bob Fim and Robert Millar - Lawrence and Wishart

Sabotage - Geoff Brown - Spokesman Books

Scargill and the miners - Michael Crick - Penguin Special

State of siege - Miners' strike 1984 - Politics and Policing in the coal Fields - Jim Coulter - Susan Miller - Martin Walker

Striking Back - WCCPL and NUM (South Wales Area)

Strike Breaking in Essex - The Policing of Wivenhoe and the Essex Ports during the 1984 Miners' strike - Moira Abdel - Rahim - Canary Press

Strike - Thatcher, Scargill and the miners (Peter Wilsher, Donald Macintyre and Michael Jones - Coronet Books - 1985)

The Great Strike - The Miners' strike of 1984-1985 and its lesson - Alex Callinicos and Mike Simons - Socialist Worker Publication

The Strike: an insider story - Roy Ottey - Sidgwick and Jackson

Shifting Horizons - Lynn Beaven - Candy press.

Photographies

Blood, Sweat and Tears - Art Worker Books

The Miners' Strike 1984-85 in Pictures - The Newline

SOMMAIRE

Introduction	p. 3
I. Quelques éléments pour aider à comprendre le mouvement syndical en Grande-Bretagne	p. 7
<i>Syndicats et shop stewards</i>	
<i>Le syndicat des mineurs NUM</i>	
<i>Une bureaucratie totalement intégrée dans la gestion des mines.</i>	
II. Le capital et le charbon	p. 14
<i>La NCB et le Labour Party</i>	
<i>Capital national et capital international</i>	
<i>Modernisation et restructuration</i>	
<i>Techniques de production et lutte de classe</i>	
III. La lutte de classe dans les mines et la montée d'une nouvelle bureaucratie syndicale	p. 22
<i>La lutte de classe n'a jamais cessé</i>	
<i>Il faut aussi moderniser l'appareil syndical</i>	
<i>1972, Saltley Gate : bluff et réalités</i>	
<i>A capital moderne, syndicat moderne</i>	
IV. Une lutte autonome qui se cherche depuis 40 années ...	p. 32
<i>L'histoire ne recommence pas</i>	
<i>Le mouvement des shop stewards et la gauche syndicale</i>	
<i>Un instrument de lutte : les piquets de grève</i>	
<i>Qui gouverne en Grande-Bretagne ?</i>	
V. Quelle force les mineurs ont en face d'eux ?	p. 41
<i>Un programme politique</i>	
<i>Les préparatifs</i>	
VI. L'irrésistible ascension de la grève	p. 47
<i>Les réactions contre les fermetures</i>	
<i>L'aggravation de la crise charbonnière</i>	
<i>La grève des heures supplémentaires</i>	
<i>C'est Cortonwood qui va être l'étincelle</i>	
VII. Les mineurs passent à l'offensive	p. 58
<i>Des appareils pris au dépourvu</i>	
<i>L'extension de la grève dans les mines</i>	
<i>La répression se met en place</i>	
<i>Ollerton</i>	
<i>La bataille pour le Nottinghamshire</i>	
<i>Démocratie et lutte de classe</i>	
VIII. Vers une solidarité active des travailleurs anglais ?	p. 78
<i>L'extension de la grève hors des mines</i>	
<i>Les centrales thermiques</i>	
<i>Les transports</i>	
<i>Les aciéries au cœur de l'extension de la grève</i>	
<i>L'étrange bataille d'Orgreave</i>	
<i>Les ports entrent en grève... et en sortent.</i>	

IX. Une bataille de classe : la guerre civile dans les villages miniers	p. 97
<i>Un tournant dans la grève : le repli sur les puits ; un exemple : Shurebrook.</i>	
<i>La guérilla dans le Yorkshire... et ailleurs.</i>	
<i>Diplomatie officielle et diplomatie secrète</i>	
<i>Le congrès du TUC et l'alignement du NUM : les grandes manœuvres syndicales.</i>	
<i>La grande offensive d'automne</i>	
X. La grève doit cesser au moment où elle devient une menace réelle	p. 111
<i>Un nouveau tournant de la grève : l'affaire du NACODS</i>	
<i>Le NUM définitivement écarté</i>	
<i>La grève commence-t-elle réellement à s'écrouler ?</i>	
<i>Une menace qu'il faut écarter à tout prix</i>	
<i>La reprise du travail</i>	
<i>"Encore une victoire comme celle-là et nous sommes foutus"</i>	
XI. L'organisation de la grève : mouvement syndical et mouvement de base	p. 130
<i>L'organisation officielle de la grève</i>	
<i>L'activité des piquets secondaires</i>	
<i>La violence : un substitut à d'autres formes de lutte plus radicales</i>	
<i>L'organisation autonome de la survie</i>	
<i>Les femmes dans le quotidien de la grève</i>	
<i>Un tissu vivant de solidarité</i>	
<i>Les cuisines deviennent des centres de grève</i>	
<i>La démocratie de base</i>	
<i>Les limites de la démocratie et le conflit entre deux organisations</i>	
<i>La transformation des mentalités.</i>	
XII. Politique et management du capital	p. 163
<i>Un faux débat politique</i>	
<i>Les transformations dans la gestion du capital et du travail</i>	
<i>Dans le capital moderne, le syndicat doit d'abord être l'instrument de la politique du capital à ce moment.</i>	
XIII. Mouvement syndical et mouvement autonome	p. 174
<i>Discours politiques et réalités</i>	
<i>Une lutte isolée tournée vers l'extérieur</i>	
<i>De l'action illégale</i>	
<i>Des prolétaires qui se transforment par l'action autonome.</i>	
XIV. Vers de nouveaux affrontements	p. 191
<i>Que reste-t-il après la grève ?</i>	
<i>Une victoire, pour quoi faire ?</i>	
<i>Quel rôle pour le syndicat ?</i>	
Cartes et bibliographie	p. 200